

IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE ET
ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR
LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

2009



Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS)

IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE ET
ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR
LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

2009

Rapport rédigé par Massoud Karshenas pour le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS)

Déni de responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS)

Liste des abréviations	3
Préface	4
Introduction	5
SECTION I. Impact de la crise sur les pays les moins avancés	7
1.1 Échanges des biens et services	7
1.2 IDE et autres flux de capitaux privés	14
1.3 Envois de fonds	17
1.4 Aide publique au développement	18
SECTION II. Incidences pour la croissance et la pauvreté	24
SECTION III. Besoins de financement et politiques visant à atténuer l'impact de la crise dans les PMA	29
3.1 Besoins financiers des PMA	29
3.2 Politiques au niveau national	32
3.3 Politiques au niveau mondial et régional	33
SECTION IV. Conclusions et recommandations	37
Bibliographie	42
Tableaux et figures	
Tableau 1. Classification des PMA selon la spécialisation de leurs exportations	9
Tableau 2. Flux de capitaux de long terme en direction des PMA 2004–2006	15
Tableau 3. Flux des envois de fonds aux PMA, 2000–2007	17
Tableau 4. Déficit de ressources extérieures en pourcentage des investissements et des dépenses des administrations, 1980–2007	19
Figure 1. Ratios moyens exportations/PIB dans les PMA africains et asiatiques, 1980 et 2007	7
Figure 2. Croissance annuelle moyenne du PIB et exportations réelles des PMA africains	8
Figure 3. Indice du cours des matières premières métalliques	10
Figure 4. Indice du cours du pétrole brut	10
Figure 5. Indice du cours du coton	11
Figure 6. Indice des prix des boissons	11
Figure 7. Indice des prix des crevettes	11

Figure 8. Indice du cours des matières premières agricoles	11
Figure 9. Indice mensuel des cours : pétrole, denrées alimentaires et matières premières agricoles, 1984–2009	12
Figure 10. Importations de denrées alimentaires et de carburants en pourcentage des exportations de marchandises, 2002	13
Figure 11. Choc de balance des paiements pour la moyenne des PMA dans différents groupes de spécialisation des exportations, 2009	13
Figure 12. Apports nets d'IDE pour l'ensemble des PMA, 1980–2006	15
Figure 13. Apports nets d'IDE et bénéfices rapatriés hors des PMA, 1980–2006	16
Figure 14. Apports nets d'IDE et bénéfices rapatriés des PMA africains, 1980–2006	16
Figure 15. Apports nets d'IDE et bénéfices rapatriés hors des PMA asiatiques, 1980–2006	16
Figure 16. Envois de fonds reçus des travailleurs migrants, 2000–2007	17
Figure 17. Envois de fonds reçus des travailleurs migrants, 2007	18
Figure 18. Déficit de ressources extérieures des PMA africains, asiatiques et insulaires en pourcentage, 1960–2007	19
Figure 19. Financement via les marchés financiers internationaux, en pourcentage du PIB, 2004–2006	20
Figure 20. Aide en pourcentage du revenu national brut, 1980–2006	20
Figure 21. Aide en pourcentage de l'investissement brut, 1980–2006	20
Figure 22. Réserves de change en mois d'importations	21
Figure 23. Réserves de change en pourcentage du PIB, 2000 et 2007	21
Figure 24. Pourcentage de la population vivant en dessous d'un dollar par jour (en dollar É.-U.)	24
Figure 25. Ressources intérieures disponibles pour le financement (RIFD) dans les PMA et autres PD, 1980–2007	25
Figure 26. Consommation des ménages par habitant dans les PMA et autres PD, 1980–2007	25
Figure 27. Nombre de pauvres dans les PMA africains	27
Figure 28. Nombre de pauvres dans les PMA asiatiques	27
Figure 29. Projection du choc de balance des paiements post-crise en pourcentage du total des réserves de PMA, 2009	29
Figure 30. Projection du choc de balance des paiements post-crise en pourcentage de la quote-part FMI dans les PMA, 2009	20
Figure 31. Perte de réserves de change et de revenus due au choc de balance des paiements dans les PMA et les très vulnérables, 2009	31

APD	Aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
DTS	Droits de tirage spéciaux
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissement direct étranger
LCM	Ligne de crédit modulable
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PD	Pays en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
RIDF	Ressources intérieures disponibles pour le financement
RNB	Revenu national brut
PD	Pays en développement

Le présent rapport démontre que nos craintes sont fondées quant aux effets dévastateurs de la crise financière et économique mondiale sur les pays les moins avancés (PMA). Il montre que les populations des PMA seront affectées pendant longtemps et que les populations pauvres déjà nombreuses ont crû de près de 10 millions en 2010. Les estimations les plus prudentes chiffrent la perte de revenus, rien que pour 2009, à plus de 70 milliards de dollars, plus du double du montant de l'aide au développement nette reçue par les PMA en 2006. Dans ce contexte, les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2012 ne sont pas prometteuses.

La grande conclusion à retenir du rapport est que la communauté internationale est en mesure de prendre nombre de mesures à un coût minimal pour prévenir cette catastrophe socio-économique qui est sur le point de s'abattre. En effet, la concrétisation des engagements existants mobiliserait suffisamment de ressources pour atténuer l'impact de la crise sur les PMA et accroître la résistance de leurs économies à des crises comparables à l'avenir.

En particulier, la communauté internationale ferait œuvre utile en concrétisant ses engagements contractés dans le Programme d'action de Bruxelles visant à allouer entre 0,15 % et 0,20 % du revenu national brut des pays à l'aide aux PMA. Bien sûr, les PMA devront également jouer leur rôle, notamment s'abstenir de rogner les investissements dans les secteurs sociaux essentiels comme la santé et l'éducation, et ce, en poursuivant le renforcement de leurs capacités de production.

Nous avons le devoir vis-à-vis des millions de pauvres vivant dans les PMA de prendre l'action voulue sans délai pour réduire et pallier les dommages causés par la crise financière et économique au niveau mondial.



Cheick Sidi Diarra

Le Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et Conseiller spécial pour l'Afrique

La crise économique mondiale actuelle a son origine dans le secteur financier des économies développées et a été provoquée par le problème des prêts hypothécaires à risque et l'effondrement des titres garantis par des créances hypothécaires aux États-Unis.

La crise financière a eu des répercussions immédiates dans les pays en développement qui étaient étroitement liés aux marchés financiers mondiaux via le repli des capitaux vers les valeurs refuges et la fuite rapide de capitaux des économies de marché émergentes vers les économies avancées, en particulier les États-Unis.

Ce premier impact sur les PMA a toutefois été moins prononcé car ceux-ci étaient moins intégrés dans les marchés financiers mondiaux. L'aggravation de la crise financière, le gel du crédit, ainsi que la chute brutale de la valeur marchande des richesses privées, ont transformé la crise financière en crise de l'économie réelle à partir de la chute de 2008. Les PMA ont été davantage touchés durant cette phase ultérieure de la crise de l'économie réelle.

La crise économique mondiale a conduit à une réduction brutale des échanges dans le monde et à une baisse rapide des cours des produits de base : un des principaux mécanismes qui ont affecté les PMA.

Les flux d'investissement direct étranger (IDE) qui ont culminé en 2007 ont baissé rapidement depuis le début de la crise financière. La baisse de l'IDE constitue le deuxième mécanisme par lequel les économies des PMA ont été touchées.

Le ralentissement des envois de fonds par les travailleurs migrants constitue le troisième mécanisme de transmission, qui peut être d'une importance critique pour certains PMA. La hausse du chômage dans les pays avancés et la baisse de la demande de travailleurs migrants, due à la fin de l'essor des exportations des produits de base, dans certains pays en développement importateurs de main-d'œuvre exposent les PMA exportateurs de main-d'œuvre à de sensibles diminutions des envois de fonds.

La crise économique entraîne une détérioration brutale de la situation budgétaire de l'ensemble des économies avancées qui devrait se poursuivre après 2010. Cette évolution risque de peser sur le budget d'aide publique au développement (APD) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et avoir ainsi de funestes conséquences pour les PMA.

L'impact de la crise économique mondiale sur les PMA est ainsi multiforme. Celle-ci affectera différents pays de diverses manières selon le mode d'intégration de chacun des PMA dans l'économie mondiale ainsi que la structure de son économie nationale.

Une grande marge d'incertitude subsiste également concernant l'ampleur et la durée de la récession économique dans les pays avancés, les prévisions concernant l'économie réelle continuant d'être revues à la baisse (voir, par exemple, l'OCDE, 2009). Néanmoins, la crise mondiale est à l'évidence susceptible d'avoir de fortes incidences

sur la croissance et la pauvreté dans les PMA ainsi que dans la réalisation des OMD. Cette évolution risque d'être particulièrement difficile dans la mesure où la crise mondiale actuelle arrive sur les talons de la crise des denrées alimentaires et du carburant de 2007-2008 qui a mis les PMA non exportateurs de pétrole à très rude épreuve.

Cette étude examine les incidences de la crise mondiale sur la croissance et la pauvreté dans les PMA. Le chapitre qui suit analyse l'impact de la crise sur les PMA selon les échanges, les envois de fonds des travailleurs, l'IDE et l'APD. Le chapitre 3 évalue les incidences de la crise du point de vue de la croissance et de la lutte contre la pauvreté dans les PMA. Il propose des projections des effets probables de la crise sur les niveaux de pauvreté. Le chapitre 4 analyse les besoins de financement des PMA et les politiques visant à atténuer l'impact de la crise. Le chapitre 5 conclut l'étude par une analyse des principaux enseignements tirés et des politiques à adopter en conséquence. Des recommandations quant à l'action à mener sont également formulées qui précisent les mesures à prendre et leurs niveaux d'intervention, national ou international.

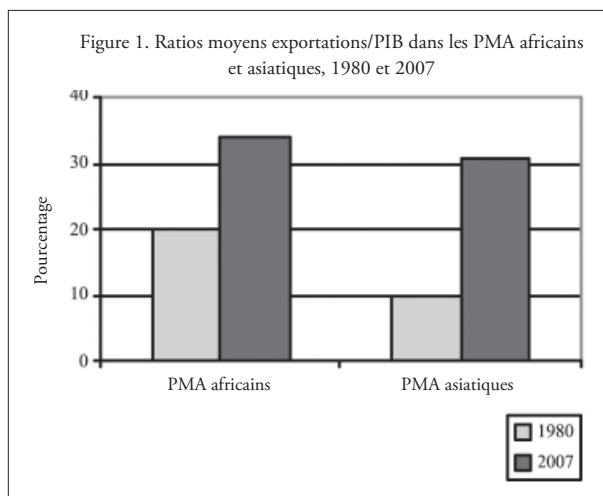
IMPACT DE LA CRISE SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

1.1 Échanges des biens et services

Les conditions actuelles auxquelles se heurtent les PMA peuvent sembler à première vue similaires au contexte qui a suivi la fin de l'envolée des prix des produits de base des années 70. L'effondrement de la flambée des prix des produits de base des années 70 a conduit à une période prolongée d'ajustement et de stagnation dans les PMA jusqu'à la deuxième moitié des années 90. On peut alors penser que l'effondrement de la forte hausse des prix des produits de base déclenché par la crise financière et économique mondiale actuelle risque de conduire à une récession prolongée et superficielle similaire dans les PMA. Cette interprétation n'est toutefois pas entièrement exacte, en raison de la nature de la crise économique mondiale actuelle et, plus encore, des grandes réformes structurelles que les économies des PMA ont entreprises ces deux dernières décennies.

Bien entendu, la gravité et la durée du ralentissement économique dans les PMA dépendent de la gravité et de la durée de la crise économique mondiale actuelle qui demeure mal connue. Plus important encore toutefois, l'actuelle structure des économies des PMA et leur mode d'intégration dans l'économie mondiale diffèrent grandement de ceux qui existaient durant la fin des années 70.

La période prolongée d'ajustement économique consécutive à l'effondrement des cours des produits de base des années 70 résultait d'une première tentative par les PMA visant à préserver les revenus et l'emploi dans les anciens secteurs industriels mis en place à un stade plus précoce du développement via le recours à davantage d'emprunts.



Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Bien avant le début de la crise actuelle, toutefois, les économies des PMA étaient déjà parvenues à un stade avancé de libéralisation des échanges et étaient plus pleinement intégrées dans l'économie mondiale.¹ En témoigne également la hausse rapide du ratio exportations/PIB dans les PMA asiatiques et africains depuis 1980 indiquée dans la figure 1. Les PMA insulaires par essence ont toujours enregistré un degré élevé d'ouverture commerciale caractérisé par des ratios moyens commerce/PIB proches de 100 %.

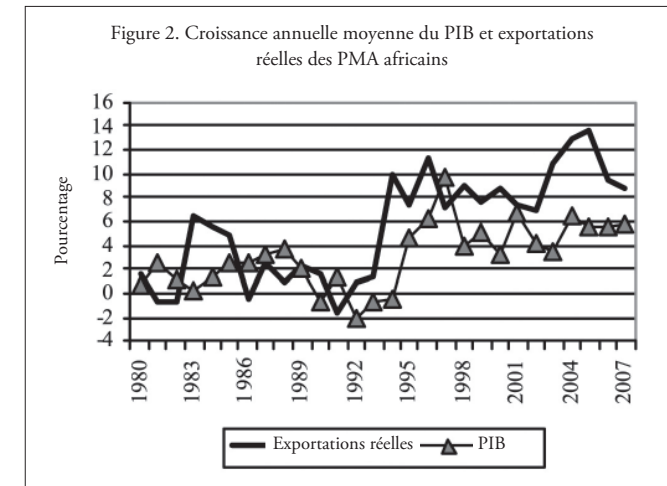
¹ Voir Rapport sur les pays les moins avancés 2004 pour une analyse détaillée de la libéralisation des échanges dans les PMA.

L'abolition des vieilles politiques industrielles de protection, la libéralisation accrue des régimes de commerce, et les ratios nettement plus élevés recettes du commerce extérieur/revenu national dans les PMA, font que la dégradation des échanges est beaucoup plus brutale et plus immédiate qu'auparavant, qu'elle se fait sentir sur une période relativement plus courte, selon la durée de la récession mondiale et à supposer que les PMA n'opèrent aucun virage marqué des politiques qu'ils suivent sous la pression économique.

L'étroite articulation entre croissance des exportations réelles et croissance du PIB traduit également l'importance des chocs externes provenant de la communauté internationale sur les PMA, comme le montre la figure 2 pour les PMA africains.² Ainsi qu'on peut le constater, la longue période de fort renchérissement des produits de base antérieure à la crise mondiale actuelle a permis aux PMA africains de maintenir des taux relativement élevés de croissance, très au-dessus de ceux atteints durant les années 80 et 90. L'effondrement des échanges mondiaux consécutif à la crise économique mondiale risque d'affecter plus gravement ces économies que celles des autres pays.

La mesure dans laquelle l'effondrement du commerce mondial affecte les PMA dépend essentiellement de la nature de leur spécialisation commerciale. De manière générale, les PMA africains sont des exportateurs de produits primaires, lesquels représentent 90 % des exportations de marchandises de ce groupe de pays. La spécialisation des exportations de biens manufacturés se limite grosso modo aux quelques PMA asiatiques comme le Bangladesh, le Bhoutan et le Cambodge, où plus de 70 % des exportations correspondent à des articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre dans le textile, l'habillement et les articles chaussants. Une classification plus fine des PMA selon la spécialisation de leurs exportations, conduite par la CNUCED apparaît au tableau 1.

² Des données de séries temporelles comparables pour les PMA asiatiques et insulaires sur les exportations réelles ne sont pas disponibles, à l'exception du Bangladesh.



Notes : Les exportations réelles sont les exportations déflatées des prix à l'importation
Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Tableau 1. Classification des PMA selon la spécialisation de leurs exportations					
(A) Exportateurs de produits manufacturés	(B) Exportateurs de pétrole	(C) Exportateurs de minerais	(D) Exportateurs de produits agricoles	(E) Exportateurs de services	(F) Exportateurs diversifiés
Bangladesh	Angola	Burundi	Afghanistan	Comores	Madagascar
Bhoutan	Guinée équatoriale	Guinée	Bénin	Djibouti	Myanmar
Cambodge	Soudan	Mali	Burkina Faso	Érythrée	République démocratique populaire lao
Haïti	Tchad	Mauritanie	Guinée-Bissau	Gambie	Sénégal
Lesotho	Timor-Leste	Mozambique	Îles Salomon	Maldives	Togo
Népal	Yémen	Niger	Kiribati	Rwanda	
		République démocratique populaire lao	Libéria	Samoa	
		République centrafricaine	Malawi	Sao-Tomé-et-Principe	
		Sierra Leone	Ouganda	Tanzanie	
		Zambie	Somalie	Vanuatu	
			Tuvalu		

Source : Rapport des PMA, 2008, p. xiii, CNUCED, Genève. Données du commerce extérieur 2003-2005.

Les PMA exportateurs de produits manufacturés, comme le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge et Haïti (Groupe A, Tableau 1), souffrent de la crise mondiale du fait de la baisse de la demande de leurs exportations, de la contraction de la production des industries à l'exportation et de la hausse du chômage. Faute de réponse appropriée des pouvoirs publics, cette évolution aboutira à d'autres cycles de contraction dans le reste de l'économie et aggravera la pauvreté.

La baisse des prix des importations de denrées alimentaires et de carburant peut permettre une marge de décision en réponse à la crise du secteur des exportations. Les PMA du Groupe E, correspondant aux exportateurs de services, sont touchés de la même manière, leurs principales sources de recettes d'exportation étant les services de tourisme qui ont une forte élasticité-revenu, ou bien les services de transport étroitement liés aux échanges de marchandises. La baisse du coût du transport aérien due à la diminution des cours du pétrole peut dans une certaine mesure réduire cette incidence pour ces pays.

Pour ce qui est des exportateurs de produits primaires, la crise mondiale agit essentiellement via l'effondrement des prix à l'exportation des produits de base. Cela tient au fait que, dans le cas des produits primaires, l'ajustement du prix, et non l'ajustement de la quantité, constitue le principal mécanisme d'équilibre sur le marché à court terme.

Les PMA des groupes B et C du tableau 1, à savoir, les exportateurs de pétrole et de minerais, ont vu leurs prix à l'exportation chuter fortement depuis le début de la récession mondiale. Comme le montrent les figures 3 et 4, les cours du brut et des matières premières métalliques ont enregistré une longue période de hausses soutenues entre 2002 et 2008. Depuis le début de la crise mondiale, toutefois, ces mouvements à la hausse se sont inversés dans un délai très court.

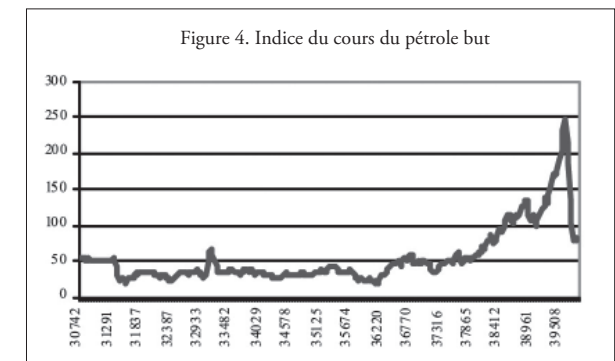
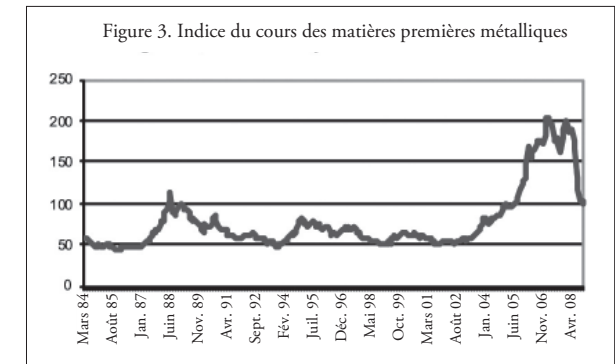
En l'espace de six mois, de juillet 2008 à mars 2009, les indices du cours du brut et des matières premières non métalliques ont chuté de 70 % et 59 % respectivement. Ces baisses extrêmes des cours, si elles persistent au-delà de la période actuelle, auront des effets dévastateurs sur les perspectives de développement de ce groupe de PMA.

À court terme, toutefois, la mesure dans laquelle chaque pays peut gérer ces chocs dépend du mode d'utilisation des revenus tirés de la longue période de fortes hausses des cours des produits de base qui a précédé la crise.

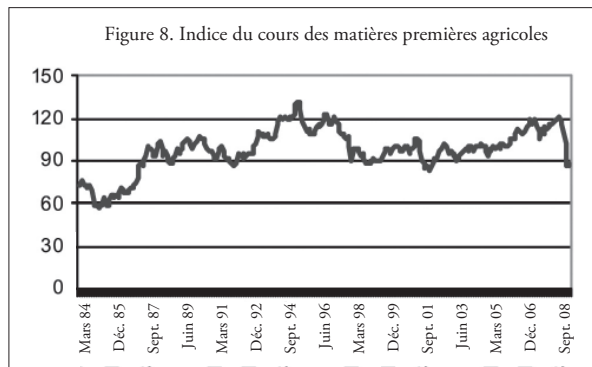
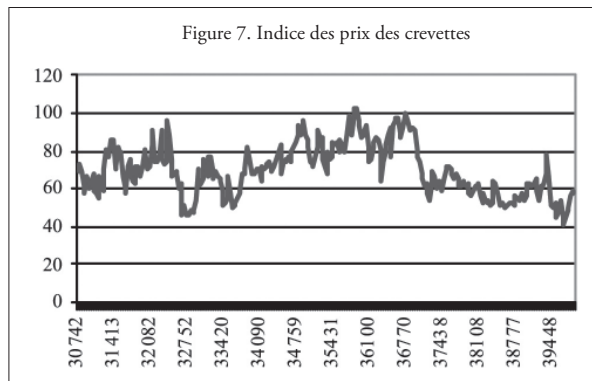
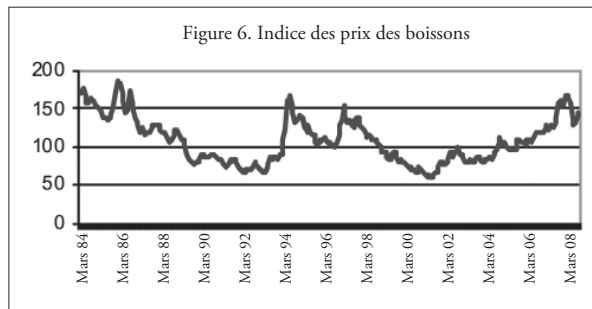
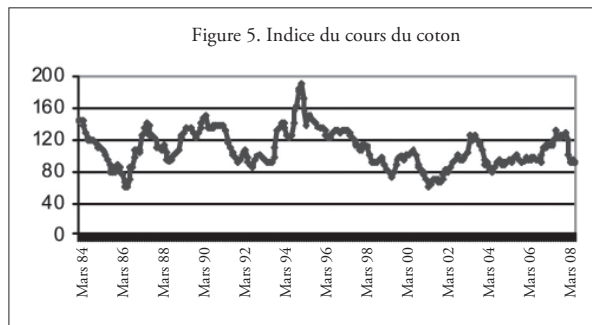
La manière dont l'effondrement des prix des produits de base affecte l'économie locale dans ces deux groupes de pays diffère entre les exportateurs de produits manufacturés et les exportateurs de services, dans la mesure où le principal mécanisme de transmission pour les activités d'exportation du pétrole et de minerais intervient au niveau du budget de l'État.

C'est le cas plus encore des exportateurs de pétrole lorsque le secteur pétrolier emploie relativement peu de travailleurs et entretient peu de liens avec le reste de l'économie tout en assurant des recettes importantes au gouvernement sous forme d'impôts et de royalties.

De fait, dans le cas de certains pays exportateurs de minerais de l'Afrique subsaharienne, les concessions fiscales accordées aux sociétés d'exploitation minière ont été si généreuses que les gouvernements ont tiré relativement peu de recettes fiscales du secteur des exportations même lorsque les cours des produits de base ont culminé en 2007.



Source : FMI.



Dans certains cas, le secteur du cuivre en Zambie par exemple, la croissance des recettes d'exportation durant la forte hausse des prix s'accompagne normalement du rapatriement des bénéfices sur une échelle similaire, et l'impact du secteur des exportations sur l'économie locale est davantage lié à l'IDE conduit par les sociétés d'exploitation minière. De même, l'incidence de la récession mondiale dans ces pays d'exportation de minerais est davantage attribuable au retrait de l'IDE par les sociétés d'exploitation minière qu'à l'effet direct de l'effondrement des cours des produits de base sur les recettes publiques.

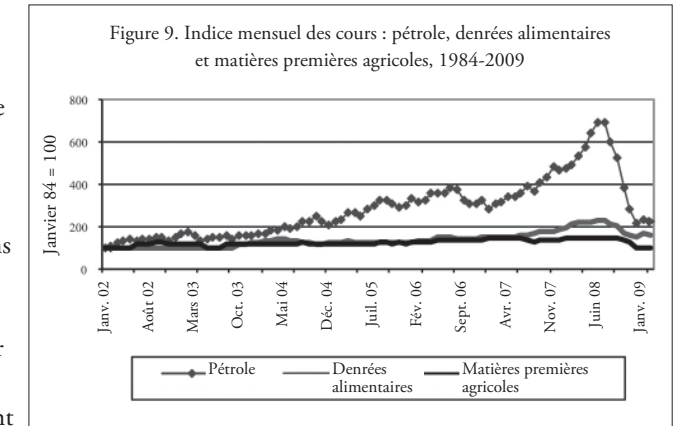
L'impact de la récession mondiale sur les pays du Groupe D, à savoir, les PMA exportateurs de produits de base agricoles, est plus immédiat car les fluctuations pour ces activités y influent directement sur les modes de subsistance de nombreux fermiers et commerçants intervenant dans ces activités.

Les trajectoires des prix à l'exportation des produits de base agricole provenant de ce groupe de PMA ont toutefois été très différentes entre les exportateurs de pétrole et les exportateurs de minerais. Les figures 5 à 8 montrent les évolutions des prix entre mars 1984 et mars 2009 pour plusieurs des principales exportations de produits de base agricoles provenant des PMA. On peut distinguer un certain nombre de caractéristiques.

Premièrement ressort la très forte volatilité des prix parallèlement au fait que la récente volatilité depuis le début de la crise financière mondiale n'a pas été à ce jour plus remarquable que les autres chocs de prix fréquents survenus durant ces trois dernières décennies.

Deuxièmement, même si des exportations de certains produits de base agricoles tels que le café ont enregistré de spectaculaires flambées des prix durant la période 2002-2008, de nombreuses autres matières premières agricoles ont enregistré des hausses de prix beaucoup plus modérées durant la même période et, à l'issue de cette même période, des produits tels que le poisson, le coton, et les matières premières agricoles en général se sont maintenus à un niveau inférieur à leur pic historique en termes réels.

Comme le montre la figure 9, les augmentations des cours du pétrole et des denrées alimentaires l'ont emporté sur la hausse des prix des matières premières agricoles depuis 2002. Dans la mesure où tous les PMA dans ce groupe sont des importateurs nets de pétrole et que certains sont importateurs nets de denrées alimentaires également, la forte hausse des prix des produits de base depuis le début des années 2000 a été coûteuse pour ces économies, avec un impact considérable sur la balance des paiements, des pressions inflationnistes croissantes, ainsi que des contraintes budgétaires, qui se sont intensifiés en particulier durant le fort renchérissement des denrées alimentaires et du carburant pendant la période 2007-2008.



Source : Base de données du FMI.

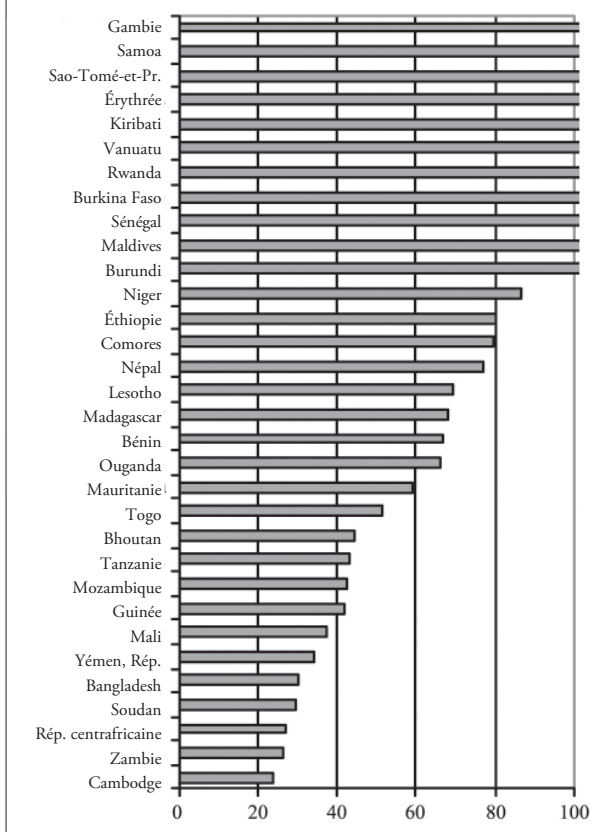
Dans la mesure où la baisse des prix du carburant et des denrées alimentaires depuis le début de la crise financière et économique mondiale a contribué à atténuer ces pressions, l'impact négatif de la crise est quelque peu réduit. Il en va ainsi pour la majorité des PMA à l'exception du groupe exportateur de pétrole et de certains pays exportateurs de minerais.

La part combinée du coût des importations de denrées alimentaires et de pétrole en pourcentage des importations totales de marchandises dans les PMA est très élevée au regard des normes internationales.

Cela tient au fait que les PMA financent une part importante de leurs importations grâce à l'aide étrangère. Ce qui explique qu'un ou deux des principaux produits importés tels que le pétrole et les denrées alimentaires représente(nt) une très grande part des exportations, la valeur totale des exportations étant en général beaucoup plus petite que le coût des importations.

Comme le montre la figure 10, dans la majorité des PMA pour lesquels des données sont disponibles, la part des importations de denrées alimentaires et de carburant représente plus de 50 % des exportations totales. Dans 12 pays, la part combinée de ces deux produits est supérieure à 100 %.

Figure 10. Importations de denrées alimentaires et de carburants en pourcentage des exportations de marchandises, 2002



Ces chiffres ne tenant pas compte des coûts de carburant qui rentrent implicitement dans le coût des importations de services sous forme des transports internationaux, il devient évident que, excepté quelques PMA exportateurs de pétrole, le fort renchérissement des produits de base pendant la période 2002–2008 a exercé des pressions de change sur le reste des économies des PMA, même ceux spécialisés dans les exportations de produits primaires.

Cela ne signifie pas que les années de fortes hausses de prix n'ont pas contribué à la croissance des économies de PMA. Elles ont bénéficié de la hausse rapide de la demande dans les secteurs d'exportation, de l'augmentation des prix et de la rentabilité des secteurs d'exportation par rapport aux secteurs orientés sur le marché intérieur, ainsi que d'un IDE accru dans ces secteurs moteurs. Comme signalé ci-dessus, la période de forte hausse des prix des produits de base s'est accompagnée d'une croissance accélérée dans les PMA, mais le renchérissement du carburant et des denrées alimentaires peut avoir pesé sur l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté.

La baisse des prix du carburant et des denrées alimentaires depuis le début de la crise mondiale a dans une certaine mesure atténué l'impact de la crise sur les économies des PMA, excepté les PMA exportateurs de pétrole et de minerais. La figure 11 montre l'impact de la crise mondiale sur la balance des paiements dans les PMA selon la

spécialisation de leurs exportations en pourcentage de leur PIB. La figure s'appuie sur des simulations du FMI (2009), en supposant une baisse de 10 % chez les exportateurs de produits manufacturés et de services, ainsi qu'un retour des prix des produits de base à leurs valeurs moyennes de la période 1995–2007.

Comment on peut le constater, les pays non exportateurs de pétrole et de minerais bénéficient en moyenne partiellement de ces hypothèses. Il importe de signaler qu'il s'agit là de l'impact direct sur la balance des paiements et qu'il ne devrait pas diminuer par suite du grave choc négatif de revenus que la crise internationale inflige aux producteurs des secteurs d'exportation des pays exportateurs de produits manufacturés, de services et de produits agricoles.

Dans la mesure où ils ont eu la prudence de constituer des réserves de change et des fonds de stabilisation durant les périodes de forte hausse des prix, les PMA exportateurs de pétrole et de minerais seront en meilleure position que les autres PMA pour répondre à l'impact de la récession, du moins à court terme.

Par ailleurs, les autres PMA peuvent éprouver plus de difficultés à gérer la crise mondiale survenue à la suite du renchérissement des denrées alimentaires et du carburant de 2007 et 2008 qui a fait diminuer les réserves de change et les ressources budgétaires. L'impact, dans tous les cas, devrait être grave dans tous les PMA, en particulier si la récession mondiale se poursuit en 2010 et 2011.

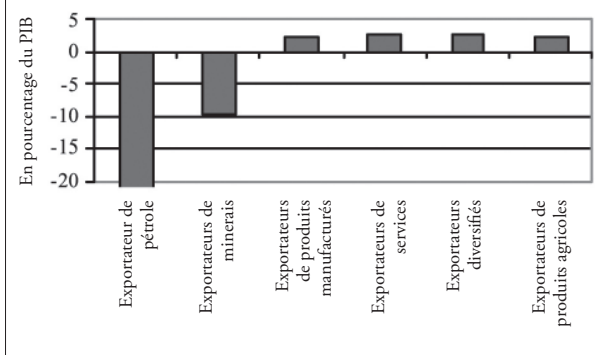
La récession mondiale a conduit à une chute brutale des volumes et prix d'exportation parallèlement à des incidences importantes sur la balance des paiements, les budgets publics, l'investissement et l'activité économique dans les secteurs d'exportation et ailleurs. Du fait de la chute des prix et de la rentabilité des investissements dans les secteurs de production de biens primaires, cette évolution a eu des incidences majeures sur les flux d'IDE et les PMA également.

1.2 IDE et autres flux de capitaux privés

Dans un grand nombre de PMA, les banques étrangères dominent le système bancaire en termes d'actifs bancaires. Dans 16 PMA, pour lesquels on dispose de données, plus de 50 % du total des actifs bancaires sont contrôlés par des acteurs étrangers.³ Dans 10 PMA africains, l'actionnariat étranger représente plus des deux tiers des actifs bancaires.⁴

Les retombées directes de la crise financière mondiale sur les PMA ont toutefois été relativement limitées par rapport à d'autres pays en développement. Les banques étrangères dans les PMA ont eu pour principale activité la fourniture de services bancaires locaux,

Figure 11. Choc de balance des paiements pour la moyenne des PMA dans différents groupes de spécialisation des exportations, 2009



Source : FMI, 2009.

³ À savoir, la Tanzanie, le Burkina Faso, le Niger, le Mali, le Sénégal, le Bénin, le Togo, l'Ouganda, la Gambie, le Mozambique, la Zambie, la Guinée, Djibouti, et le Lesotho en Afrique ainsi que le Cambodge en Asie (FMI, 2009).

⁴ Ces pays sont le Bénin, le Togo, l'Ouganda, la Gambie, le Mozambique, la Zambie, la Guinée, Djibouti, et le Lesotho.

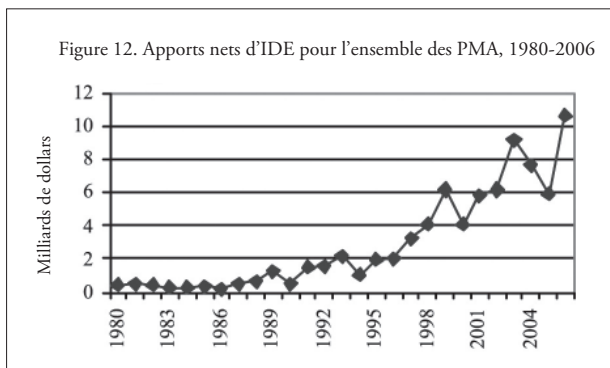
et les flux de dette privée et apports d'investissement de portefeuille ont constitué une toute petite part des flux de capitaux de long terme à destination des PMA (Tableau 2). Nombres des PMA ont maintenu leurs contrôles des capitaux et les banques locales n'ont pas été exposées à des titres garantis par des actifs complexes provenant de pays industriels. Bien entendu, comme les autres pays en développement, depuis le début de la crise financière mondiale, les PMA ont éprouvé encore plus de difficultés à mobiliser des financements sur les marchés internationaux et les primes appliquées aux crédits fournisseurs ont sensiblement augmenté, en fragilisant ainsi leurs secteurs d'exportation (FMI, 2009).

	Milliards de dollars		Pourcentage	
	2004	2005	2006	2004–2006
Apports publics¹	16,3	17,6	17,6	61,8
Flux nets privés	10,8	9,8	11,2	38,2
IDE	9,3	7,8	12,3	35,3
Investissements de portefeuille	0,0	0,1	0,0	0,1
Prêts privés	1,4	2,0	-1,6	2,2
Total (hors allègement de la dette)	27,1	27,4	28,8	100

¹ Hors dons pour allègement de la dette.

Source : Rapport des PMA 2008.

Les PMA où le secteur bancaire est dominé par les succursales des banques étrangères peuvent être exposés à une instabilité financière accrue, selon les modalités d'impact de la crise financière mondiale sur les banques étrangères mères et la possibilité de retrait des capitaux des PMA par ces banques.



L'IDE constitue la source principale du financement privé de long terme dans les PMA. À partir de la fin des années 90, les flux d'IDE destinés aux PMA ont augmenté rapidement, enregistrant une accélération en particulier durant la période de fort renchérissement des produits de base, en atteignant près de 40 % du total des flux de capitaux de long terme destinés aux PMA entre 2004 et 2006 (Figure 12, tableau 2).

Source : Banque mondiale, Financement du développement dans le monde, décembre 2008.

Environ 84 % du total de l'IDE destiné aux PMA durant toute la période 2000–2007 sont allés dans les PMA africains et Haïti, et environ 15 % au Groupe asiatique.

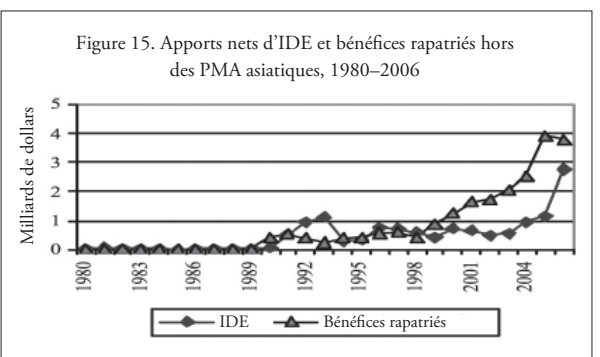
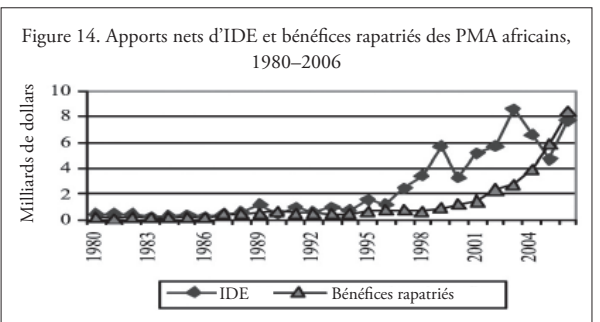
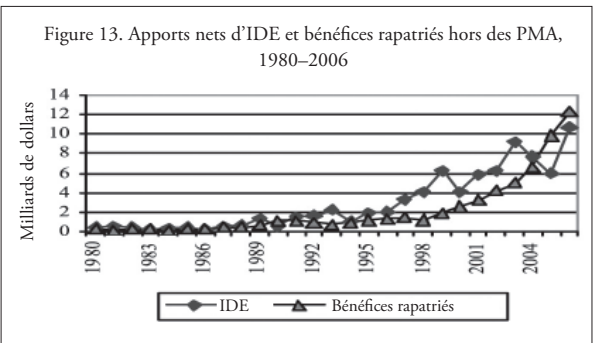
Durant cette période, l'IDE a représenté environ 3,3 % du revenu national brut dans l'ensemble des PMA. Dans les PMA africains, asiatiques et insulaires, les parts étaient respectivement d'environ 4,8 %, 1,2 % et 3,2 % du RNB. Il ressort des estimations de la CNUCED que l'IDE a financé environ 15 % de la formation brute de capital fixe dans les PMA en 2006 (Rapport sur les PMA 2008).

La crise mondiale risque de grandement compromettre les apports d'IDE aux PMA en raison du manque d'accès des multinationales au crédit et de la chute de la rentabilité de ces investissements consécutifs à l'effondrement des cours des produits de base.

Un autre élément important à considérer : environ 42 % des apports d'IDE aux PMA en 2006 ont pris la forme d'acquisitions et fusions transfrontières (CNUCED, 2008), cette tendance risquant de s'interrompre à la suite du resserrement du crédit.

L'IDE sous forme d'investissements dans de nouvelles capacités de production des pays exportateurs de minerais et de pétrole peut continuer sur sa lancée, dans la mesure où la période de gestation de ce type d'investissements est longue et que les projets inachevés peuvent se poursuivre jusqu'à leur entière réalisation. Les investisseurs peuvent également poursuivre leurs investissements dans ces cas de figure en raison d'éléments stratégiques durables et de l'accès futur aux ressources.

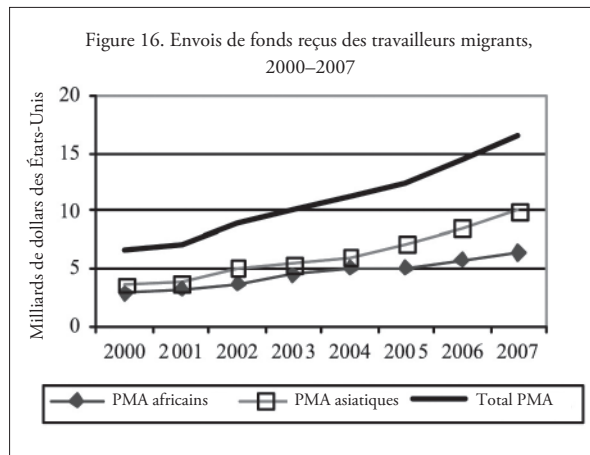
Parallèlement à la croissance de l'IDE apparue depuis le début des années 90, le rapatriement des bénéfices opéré par les sociétés étrangères s'est également accéléré. Depuis 1994, les bénéfices rapatriés ont dépassé les apports d'IDE aux PMA (Figures 13 à 15).



Source : Banque mondiale, Financement du développement dans le monde, décembre 2008.

Dans le cas des PMA asiatiques, cette évolution est apparue à un stade plus précoce en 2000, et les bénéfices rapatriés hors des PMA africains ont dépassé l'IDE seulement en 2004. Dans la mesure où les bénéfices rapatriés sont tirés des secteurs orientés sur l'économie intérieure tels que le secteur bancaire, sans aucune contribution directe aux exportations, l'effondrement de l'IDE consécutif à la crise financière mondiale serait particulièrement grave pour la balance des paiements. Dans tous les cas, l'effondrement de l'IDE fragilisera les perspectives de croissance durable des PMA.

1.3 Envois de fonds



La contribution des envois de fonds des travailleurs à de nombreuses économies des PMA est très importante. Les envois des travailleurs ont enregistré une croissance rapide durant la période 2000-2007 de forte hausse des cours des produits de base avant la crise financière mondiale (Figure 16).

Dans le cas des PMA pour lesquels on dispose de données, les envois de fonds ont augmenté en passant de 6,7 milliards en 2000 à 16,6 milliards en 2007. Pour les PMA africains, les envois de fonds ont augmenté de 2,9 milliards de dollars en 2000 à 6,4 milliards de dollars en 2007 et, dans les PMA asiatiques, ils sont passés de 3,6 milliards de dollars à 10 milliards de dollars entre 2000 et 2007. Le total des envois de fonds à l'ensemble des PMA a nettement dépassé les entrées nettes d'IDE en 2007. Même si les envois de fonds dans le cas des PMA insulaires sont relativement faibles en valeur absolue, certains PMA insulaires enregistrent, en part du PIB, les niveaux les plus élevés d'envois de fonds parmi les PMA.

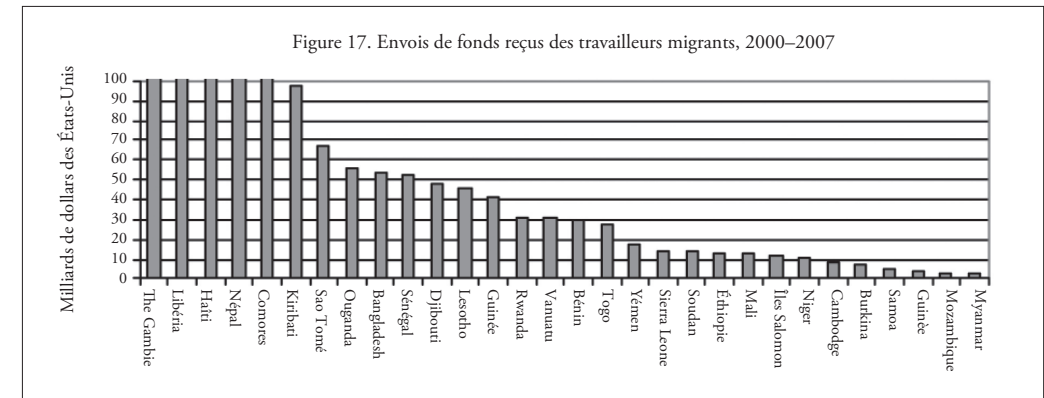
Tableau 3. Flux des envois de fonds aux PMA, 2000–2007

(Milliards de dollars)

Année	Africains	Asiatiques	Insulaires	Total PMA
2000	2.9	3.6	0.2	6.7
2001	3.2	3.8	0.2	7.2
2002	3.7	5.1	0.1	8.9
2003	4.5	5.5	0.1	10.1
2004	5.1	6.0	0.2	11.2
2005	5.1	7.1	0.2	12.4
2006	5.8	8.6	0.2	14.6
2007	6.4	10.1	0.2	16.7

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

La figure 17 montre les envois de fonds en pourcentage des exportations de marchandises correspondant à 30 PMA pour lesquels on dispose de données et où les envois de fonds sont supérieurs à 1 % des exportations. Les envois de fonds, dans sept pays, avoisinent ou dépassent nettement 100 % des exportations de marchandises et représentent, dans plus de la moitié des pays, plus de 30 % des exportations.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, travailleurs migrants, 2000–2007

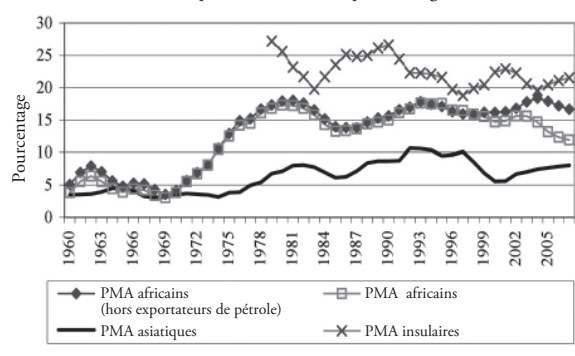
Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger en direction des PMA proviennent essentiellement d'autres pays voisins en développement qui ont bénéficié de la forte augmentation des cours des produits de base ces dernières années. L'effondrement des cours des produits de base est susceptible alors d'avoir des effets spectaculaires sur les envois de fonds. Selon les projections de la Banque mondiale, les envois de fonds aux pays en développement devraient enregistrer en 2009 une baisse allant jusqu'à peut-être 5 % (Banque mondiale, 2009). Cette évolution constituera un autre choc négatif important pour les PMA outre ceux provenant des échanges commerciaux et des marchés financiers.

L'importance des envois de fonds aux économies des PMA dépasse leur contribution macro-économique de pourvoyeurs de changes et de revenus. Les envois de fonds des travailleurs représentent souvent une grande part des revenus des ménages pauvres. L'épargne des travailleurs migrants constitue également de grandes sources de financement pour l'investissement dans les petites entreprises et peut jouer un rôle important dans la création d'emplois. En outre, les ménages pauvres utilisent l'émigration comme une source de diversification des revenus et une stratégie d'assurance contre les chocs internes fréquents auxquels sont exposées les économies des PMA. L'actuelle simultanéité de la chute des revenus provenant de l'envoi des fonds et de l'effondrement de l'économie locale résultant de chocs négatifs de commerce et d'investissements compromet cette stratégie et aggrave la pauvreté. De même, la coïncidence de ces trois grands chocs négatifs dans le sillage de la crise financière mondiale limite les réponses stratégiques de l'ensemble des économies des PMA.

1.4 Aide publique au développement

Les pays industriels avancés ont réagi à la crise via une relance budgétaire massive, de fortes réductions des taux de prêt des banques centrales et un assouplissement de la politique monétaire via l'achat d'actifs financiers de long terme par les banques centrales. Ces mesures se sont accompagnées d'une injection massive de fonds dans les institu-

Figure 18. Déficit de ressources extérieures des PMA africains, asiatiques et insulaires en pourcentage



tions financières et dans l'aide financière aux industries stratégiques en difficulté. En outre, les pays industriels sont dotés de mécanismes de stabilisation structurels, tels que l'assurance-chômage, qui durant la récession économique ont atténué dans une certaine mesure l'effet de la récession.

Ces mécanismes de stabilisation structurels n'existent pas dans les PMA. En tant que tels, les PMA peuvent apparaître comme ayant davantage besoin de politiques monétaires et budgétaires contrac-

cycliques. La nature de la crise économique dans les PMA, toutefois, diffère de celle qui sévit dans les pays industriels. En outre, les gouvernements et les banques centrales des PMA se heurtent à de graves obstacles à l'instauration de politiques de relance budgétaire et monétaire durant la crise économique. Cela souligne l'importance de l'APD pour les PMA dans les réponses à apporter à la crise.

La contrainte la plus grave pour les décideurs des PMA concerne les difficultés de balance des paiements que la crise mondiale risque de rendre d'autant plus contraignantes.

Tableau 4. Déficit de ressources extérieures en pourcentage des investissements et des dépenses des administrations 1980–2007

	African LDCs ⁽¹⁾	Asian LDCs	Island LDCs
Percentage of gross domestic investment			
1980-84	94.3	45.1	86.0
1985-89	67.4	48.7	94.7
1990-94	87.7	54.7	92.3
1995-99	80.1	41.9	97.3
2000-04	94.2	29.3	108.9
2004-07	81.0	35.5	97.4
Percentage of government consumption expenditure			
1980-84	96.1	46.4	121.6
1985-89	68.3	49.9	115.6
1990-94	87.6	60.0	103.4
1995-99	82.1	48.8	107.9
2000-04	94.1	32.1	109.1
2004-07	80.8	39.8	98.0

Durant les dernières décennies, les PMA ont fortement dépendu des sources extérieures de financement, bien au-delà des autres pays en développement. Le déficit de ressources extérieures pour les PMA insulaires a fluctué entre 20 % et 25 % du PIB au cours des deux dernières décennies. Le déficit pour les PMA africains (excepté les exportateurs de pétrole) a oscillé entre 15 % et 20 % et, pour les PMA asiatiques, entre environ 5 % et 10 % (Figure 18). Seuls certains des PMA exportateurs de pétrole ont réussi à inverser ces tendances au cours de la décennie pour dégager des excédents appréciables de balance des paiements courants.

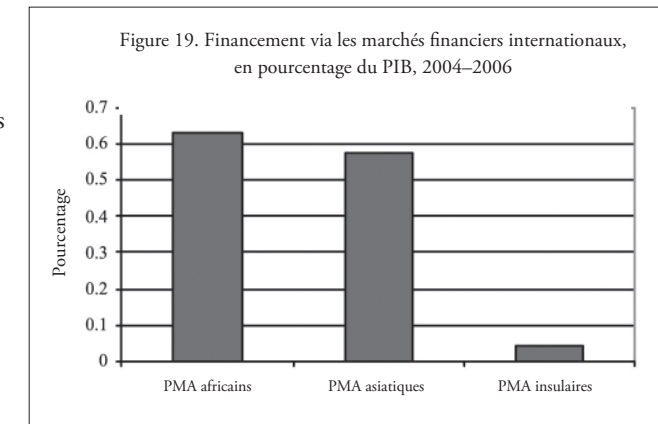
Notes: 1. Excluding African Oil Exporters

Source: World Bank, WDI

Le tableau 4 montre la prédominance du financement extérieur concernant l'investissement et les dépenses de consommation des administrations dans les PMA. Dans les PMA africains non exportateurs de pétrole, le déficit des ressources extérieures s'est établi en moyenne à un niveau supérieur à 80 % du total des investissements et dépenses pub-

liques et, dans les PMA insulaires, ces ratios ont été en moyenne supérieurs à 90 %. Dans les PMA asiatiques, le déficit des ressources extérieures s'est échelonné entre 30 % et 60 % des investissements et des dépenses de consommation des administrations (Tableau 4).

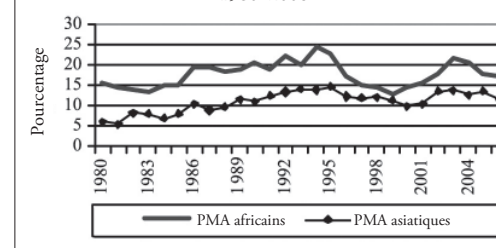
Un certain nombre de dispositifs ont couvert le déficit de ressources extérieures dans les PMA. L'envoi de fonds par les travailleurs migrants et l'IDE, comme analysé précédemment, ont apporté des contributions aux différents PMA à des degrés divers (pour le PMA moyen, la contribution combinée des deux a été environ de 8 % du PIB ces dernières années). Sur le plan des inconvénients, le rapatriement des bénéficiaires et le service de la dette extérieure creusent le déficit



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

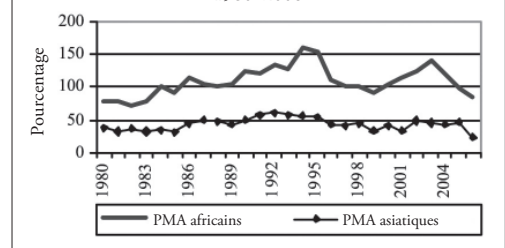
de ressources extérieures (l'effet conjugué des deux pour l'ensemble des PMA a été d'environ 6 % du RNB ces dernières années). La contribution nette de ces flux pour un PMA moyen est susceptible d'être faible, bien que de grands écarts existent entre chacun des pays. Il convient de noter toutefois que les flux positifs tels que l'envoi de fonds par les travailleurs migrants et l'IDE sont affectés négativement durant la crise mondiale, tandis que les flux sortants tels que les versements au titre du service de la dette ne subissent aucun impact.

Figure 20. Aide en pourcentage du revenu national brut, 1980–2006



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Figure 21. Aide en pourcentage de l'investissement brut, 1980–2006



Note : excepté les exportateurs de pétrole.

Les autres sources de financement du déficit de ressources sont : la collecte de fonds auprès des marchés financiers internationaux et le financement de portefeuille. Comme indiqué ci-dessus toutefois, les PMA ont très peu réussi à se procurer ce type de financement de long terme. Ainsi que l'indique la figure 19, au moment du pic des cours des produits de base entre 2004 et 2006, même en incluant les PMA exportateurs de pétrole, les PMA africains et asiatiques ont pu en moyenne collecter des fonds

équivalant à seulement environ 0,5 % de leur PIB. Durant la période postérieure à la crise, à une époque où la paralysie des flux financiers privés vers de nombreux pays émergents accentuera l'instabilité économique de nombreux pays en développement, cette source de financement sera d'autant plus inaccessible aux PMA.

Les informations ci-dessus soulignent la grande dépendance des PMA à l'aide étrangère pour financer leur déficit de ressources extérieures. Comme le montrent les figures 20 et 21, l'aide étrangère pour les PMA africains et asiatiques moyens traduit le déficit de ressources extérieures comme part du RNB et de l'investissement brut. Depuis la fin des années 1980, dans les PMA africains, 100 % en moyenne de l'investissement brut a été financé par l'aide étrangère et, dans les PMA asiatiques, le chiffre moyen a oscillé autour de 50 %.

Figure 22. Réserves de change en mois d'importations

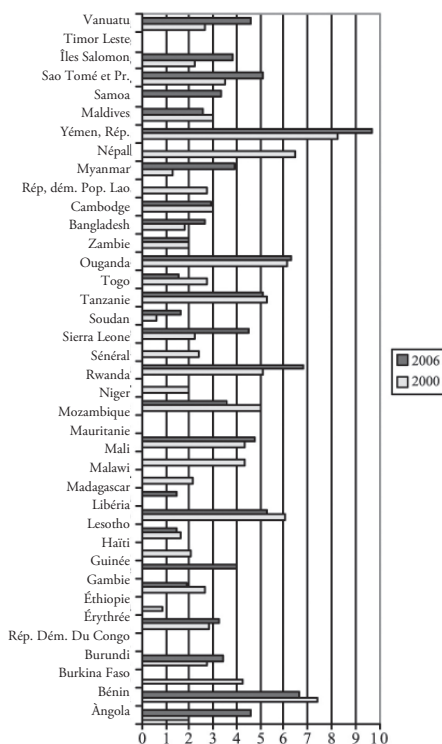
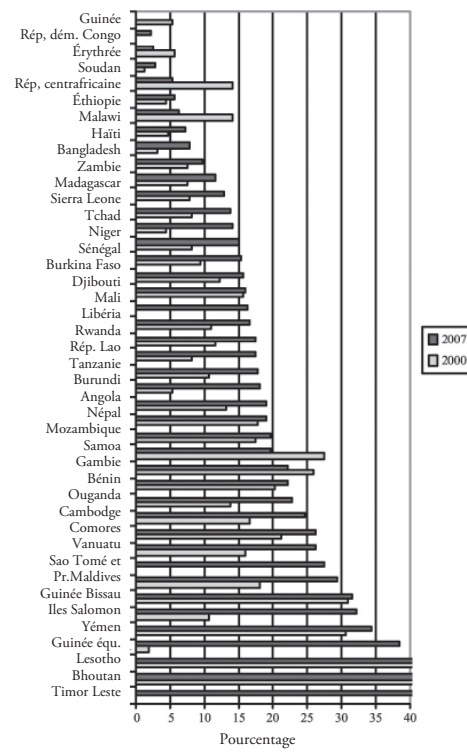


Figure 23. Réserves de change en pourcentage du PIB, 2000 et 2007



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.

La formule idéale consisterait à aborder l'aide étrangère comme un paramètre de la politique économique utilisable pour poursuivre des mesures contracycliques dans les PMA tout au long du cycle économique. Cette situation idéale semble également constituer l'hypothèse sur laquelle reposent les diverses grandes déclarations des

baillleurs de fonds sur l'échelle et la modalité des flux d'aide, par exemple, le Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA pour la décennie 2001–2010. Toutefois, la réalité de l'aide est loin d'être idéale, nombre d'acteurs n'ayant pas été à la hauteur de leurs engagements, même en temps normal.

Au lieu de considérer l'aide comme une variable de politique exogène, de nombreux analystes en sont arrivés à la conclusion que la meilleure solution consiste à tenir l'aide pour un paramètre endogène ayant de nombreuses facettes, au nombre desquelles les conditions économiques dans les pays donateurs occupent une place de premier plan. En particulier, durant la crise actuelle, les flux d'APD via les dispositifs classiques sont susceptibles d'être réduits étant donné les contraintes budgétaires extrêmes que connaissent de nombreux gouvernements donateurs.

Selon les dernières projections du FMI, l'APD risque d'être réduite de 30 % en 2009 à en juger par les déclarations de certains grands pays donateurs qui ont annoncé des réductions d'aide. En outre, les modalités et les temps de réaction des dispositifs d'aide existants risquent de ne pas être adéquats, même en cas d'augmentation de l'aide, étant donné l'étendue et la rapidité de l'incidence de la crise mondiale actuelle.

Les économies des PMA ont ceci de paradoxal qu'elles ont ces dernières années accumulé rapidement des réserves de change alors même qu'elles sont lourdement endettées, déplorent des déficits importants en compte courant, et dépendent de l'aide (Figures 22 et 23). Cela tient parfois au manque de fiabilité et à l'instabilité des flux d'aide, situation qui renvoie à un système d'aide dysfonctionnel et non coordonné plus qu'elle ne justifie des gaspillages relativement importants de ressources dans certains des pays les plus pauvres de la planète. La question qui nous intéresse ici, toutefois, est de savoir dans quelle mesure les réserves de change relativement importantes dans certains des PMA offrent un amortisseur permettant de poursuivre des politiques contracycliques durant la crise actuelle.

La réponse dépend de l'importance relative des répercussions externes négatives sur les réserves accumulées. Les pays, comme le Yémen, dotés de réserves de change équivalant à près d'une année d'importations peuvent à court terme introduire des politiques budgétaires et monétaires contracycliques pour atténuer quelque peu l'effet de la crise. Savoir si cette liberté d'action justifie la constitution d'aussi grandes réserves de change sur de si longues périodes de temps est toutefois une autre question. Le désintérêt que les investisseurs ont par le passé montré pour les capacités de production peut de fait entamer l'efficacité de ces politiques expansionnistes.

En outre, les mesures contracycliques prises dans le cadre des politiques d'expansion de la masse monétaire à un moment de crise peuvent rapidement tarir les réserves de change par la fuite des capitaux. Pour cette raison, entre autres, les contrôles de capitaux et la stricte surveillance du système bancaire dans les PMA durant la crise sont de

la plus grande importance. Néanmoins, étant donné l'ampleur, la gravité et le caractère multidimensionnel des chocs négatifs frappant les économies des PMA, aucune réponse macro-économique crédible visant à contrer efficacement les effets de court terme de la crise ne peut fonctionner compte tenu des réserves existantes et faute de l'offre voulue de nouvelles ressources extérieures. Toute autre approche visant à adapter l'économie aux chocs extérieurs sans injection de nouvelles ressources extérieures porterait un coup sensible à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.

INCIDENCES POUR LA CROISSANCE ET LA PAUVRETÉ

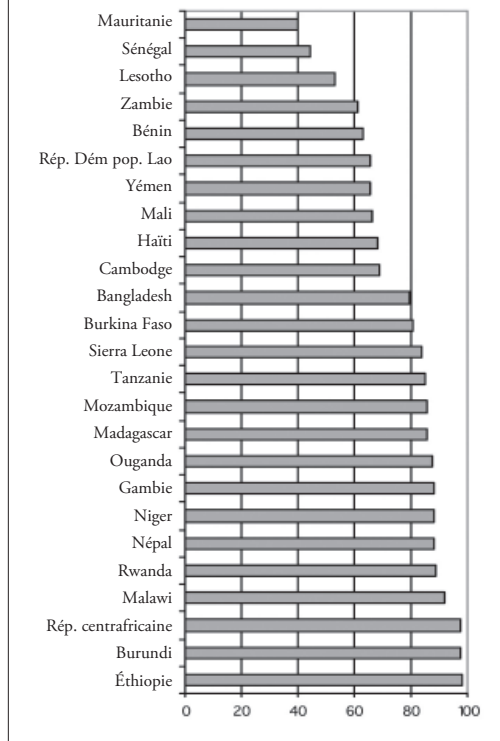
L'incidence de la crise mondiale sur la croissance économique dans différents PMA varierait selon la nature de leur économie, de leur mode d'intégration dans l'économie mondiale et, bien entendu, des réponses apportées par les gouvernements des PMA.

Les PMA présentent toutefois des caractéristiques communes qui limitent leur marge de décision et conditionnent leurs capacités de réponse à l'impact de la crise. Une caractéristique importante des PMA restreignant leur marge de décision est le phénomène de la pauvreté généralisée et massive. L'atteste le fait que la majorité de la population des PMA vit en dessous des seuils de pauvreté mondiaux de la Banque mondiale de 1 ou 2 dollar(s) par jour (Rapport sur les PMA, 2008). Les seuils de pauvreté mondiaux se définissent selon les taux de change de 1993 correspondant à la parité de pouvoir d'achat, s'échelonnant entre 20 et 60 cents en dollars courants pour chaque dollar du taux correspondant à la parité de pouvoir d'achat de 1993 dans les différents PMA.

Afin de préciser les incidences de la pauvreté généralisée sur la capacité des PMA à répondre aux chocs extérieurs, la figure 24 signale la proportion de la population des différents PMA qui vivait avec moins d'un dollar par jour en 2005 aux taux de change courants. Les estimations se basent sur les données de consommation de la comptabilité nationale ainsi que sur les dernières données disponibles relatives à la répartition des revenus. À l'évidence, la majorité de la population des PMA vit avec moins d'un dollar par jour aux taux de change courants. De fait, sur base pondérée en fonction de la population, plus de 82 % de la population des PMA consomment moins d'un dollar par jour en dollars courants.

Le niveau d'un dollar par jour ici bien entendu n'offre pas de comparaisons possibles quant aux conditions de vie entre les pays du fait des variations des prix entre ces derniers. Toutefois, une information majeure ressort de ces niveaux de prix : l'ensemble du panier de consommation, et a fortiori sa composante marchande, s'échange en valeurs internationales actuelles à moins d'un dollar par jour pour la plupart de la population des PMA.

Figure 24. Pourcentage de la population vivant en dessous d'un dollar par jour (en dollar É.-U)



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.

Figure 25. Ressources intérieures disponibles pour le financement (RIDF) dans les PMA et autres PD, 1980–2007

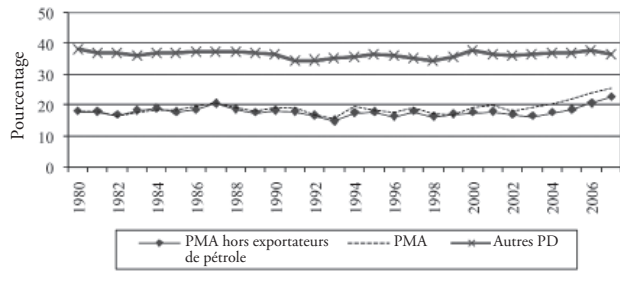
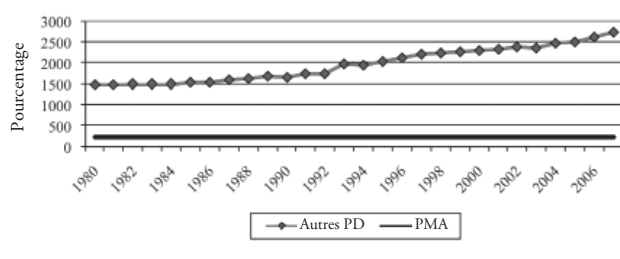


Figure 26. Consommation des ménages par habitant dans les PMA et autres PD, 1980–2007



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

Cette situation souligne les contraintes extrêmes de ressources auxquelles sont confrontés les PMA en temps normal ainsi que les limites imposées à leurs capacités d'ajustement aux énormes chocs extérieurs provenant de l'économie internationale. En témoigne notamment le montant relativement faible de ce que le Rapport sur les PMA 2008 appelle les Ressources intérieures disponibles pour le financement (RIDF). Les RIDF se définissent comme le PIB moins la consommation des ménages ce qui, dans le cas des PMA, peut s'assimiler aux ressources intérieures potentiellement disponibles pour l'investissement et les dépenses de services publics. La figure 25 indique les RIDF en part du PIB pour les PMA et pour les 110 autres pays en développement.

Depuis le début des années 80, les PMA ont en moyenne un taux de RIDF de 18 % du PIB environ, soit moins de la moitié du taux de 36,4 % de la moyenne des autres pays en développement (Figure 25). Le caractère extrêmement limité des ressources à la disposition des décideurs des PMA devient particulièrement évident dès lors que l'on observe que les faibles taux de RIDF dans ces pays se conjuguent avec des niveaux de consommation privée extrêmement faibles pour la majorité des ménages dont le niveau de vie n'est pas très éloigné de la pauvreté. Une comparaison avec les tendances de consommation par habitant dans les autres pays en développement, comme le montre la figure 26, montre bien que les faibles taux des RIDF dans les PMA ne sont pas dus à des niveaux élevés de consommation, mais traduisent davantage un symptôme de niveaux de productivité extrêmement bas et un manque de capacités de production dans les PMA.

Ce contexte restreint gravement la marge de décision dans les PMA, y compris en période normale. Le même phénomène est également à l'origine de la dépendance de nombreux PMA africains et asiatiques à l'aide, laquelle dépendance risque d'étrangler à son tour la marge de décision en raison du manque de coordination et fiabilité des flux d'aide et de la conditionnalité imposée de l'extérieur. Le niveau très faible de RIDF

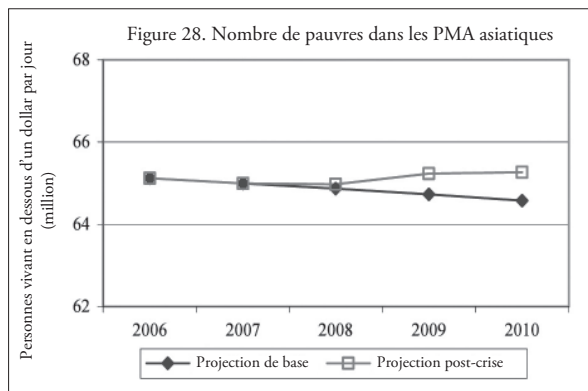
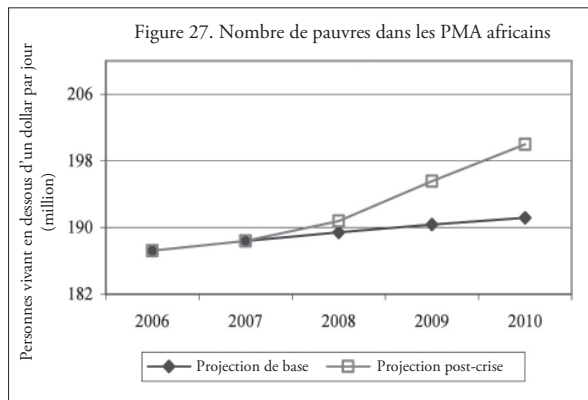
dans les PMA est la contrepartie de grands déficits de ressources extérieures et de la balance courante analysés dans les chapitres précédents. Dans le contexte actuel des économies de PMA, d'aussi grands déficits des comptes courants ne peuvent être traités comme une simple question de taux de change surévalués. Dans les conditions de pauvreté généralisée, il ne peut y avoir aucun taux de change réel capable de maintenir la balance des comptes courants sans précipiter une grande part de la population en dessous des niveaux d'extrême pauvreté. Cela constitue un autre exemple d'obstacles à l'action des pouvoirs publics auquel se heurtent les PMA dû au contexte de pauvreté généralisée, lequel obstacle nécessite le recours aux ressources extérieures même en temps normal.

Il est significatif que, durant la croissance récente, préalable à la crise mondiale, les économies des PMA ont affiché une amélioration importante de leur taux de RIDF, passé de 17 % environ du PIB en 2002 à plus de 25 % en 2007 (Figure 25). Cela étend le cas pour les PMA, exportateurs de pétrole ou non. De fait, dans 25 des 39 PMA asiatiques et africains pour lesquels on dispose de données, soit 70 % des pays, le taux de RIDF a augmenté de manière appréciable entre 2000 et 2007. La stabilité relative, durant la même période, de la consommation réelle par tête d'habitant (Figure 26) souligne les gros efforts déployés par les PMA visant à mobiliser les ressources intérieures pour le développement. La poursuite de ce processus devrait permettre à terme aux PMA d'accumuler des capacités de production suffisantes pour ne plus dépendre de l'aide étrangère. Ces chocs multiples majeurs dus à la crise économique mondiale, toutefois, ne compromettraient pas seulement ce processus, mais pourraient aboutir à un effondrement de la croissance et aggraver ainsi la pauvreté dans les PMA faute d'aide extérieure supplémentaire et bien dirigée.

L'impact de la crise mondiale sur les niveaux et l'intensité de la pauvreté dans les PMA se propage de diverses façons, directes et indirectes, analysées dans les chapitres précédents. Son impact sur la croissance économique, l'emploi et les salaires constitue la voie la plus immédiate et la plus directe. Toutefois, certains des mécanismes de transmission sont plus susceptibles d'affecter les catégories à faible revenu que les autres, et ainsi d'influer sur la pauvreté via des changements distributionnels également. Les envois de fonds par les travailleurs, par exemple, constituent une part beaucoup plus importante des revenus des familles à faible revenu si bien que leur baisse devrait aggraver la pauvreté dans une mesure plus grande que son effet global apparent sur le revenu. Outre la formation de revenus, l'émigration joue également un rôle d'assurance pour les familles à faible revenu via une diversification de leurs sources de revenus. Le choc négatif de la baisse des envois de fonds accompagné d'un ralentissement de l'économie locale aurait un effet particulièrement grave sur les populations pauvres.

D'autres mécanismes plus indirects interviennent via l'impact de la crise sur les recettes publiques, par une diminution de l'offre de services sociaux essentiels aux populations pauvres, en particulier à un moment où le besoin de ces services s'est accru. Un effet similaire en résultera si la crise aboutit à une diminution de l'APD acheminée vers ces

services sociaux. Les déficiences dans la fourniture des services sanitaires et éducatifs auront d'autres retombées négatives durables sur la croissance et la pauvreté.



La crise mondiale peut quelque peu atténuer la portée et l'intensité de la pauvreté en ce qu'elle pèse sur les cours des denrées alimentaires et du carburant, lesquels constituent des articles importants entrant dans le panier de consommation des populations pauvres. Toutefois, ces effets bénéfiques ne se matérialiseront pas si la crise entraîne en même temps une soudaine dévaluation du taux de change due, par exemple, à une fuite des capitaux des PMA vers des valeurs plus sûres. Des facteurs similaires peuvent conduire à une hausse des taux d'intérêt dans les PMA avec des effets négatifs sur l'investissement et l'emploi, en frappant ainsi d'autant plus les populations pauvres. Les PMA sont peu à même de faire face à ces problèmes sans une aide externe appropriée et bien orientée. Sans

celle-ci, nous assisterons à une hausse considérable de la pauvreté à court terme et à un possible déraillement du processus de croissance pour plusieurs années à venir.

Les études de cas de pays détaillées offrent la meilleure évaluation possible de l'incidence globale de la crise mondiale sur la pauvreté dans les PMA, en tenant compte de ses effets directs, indirects et différenciés. De grandes incertitudes existent en outre quant à la profondeur et à la durée de la crise mondiale qui se déroule, avec des incidences majeures sur le degré de pauvreté dans les PMA. Afin de donner une idée des ordres de grandeur concernés et évaluer la sensibilité du degré de pauvreté aux multiples chocs externes déclenchés par la crise, les figures 27 et 28 indiquent les projections de l'impact de la crise pour les PMA africains et asiatiques respectivement, sur la base des dernières estimations de croissance disponibles pour les PMA. Ces estimations s'appuient sur les projections du FMI relatives à l'impact de la crise sur la croissance du PIB dans les PMA en 2009 et 2010.⁵

⁵ Voir les Perspectives de l'économie mondiale 2009 et 2008 du FMI. L'incidence de la crise mondiale sur la croissance des PMA est considérée ici comme la différence des projections du FMI relatives à la croissance du PIB entre les Perspectives de l'économie mondiale de 2008 et de 2009 dans ces pays.

Les projections de départ postulent que la croissance économique dans les PMA se poursuit sans interruption au même rythme que durant les cinq années antérieures à la crise mondiale, soit à la moyenne de la période 2003–2007. Selon les hypothèses de départ, la part de la population vivant en dessous d'un dollar par jour baisse dans les PMA asiatiques et africains.⁶ Toutefois, dans les PMA africains, le nombre de pauvres est en hausse même selon les projections de base, la croissance de la population pauvre étant plus rapide que la baisse des taux de pauvreté.

L'impact de la crise devrait aboutir à une augmentation considérable du nombre de pauvres dans les PMA. En 2010, la crise devrait accroître le nombre de pauvres de plus de 8,8 millions dans les PMA africains, et de 0,7 million dans les PMA asiatiques, soit une hausse au total de 9,5 millions. Il s'agit là d'estimations prudentes dans la mesure où elles ne prennent pas compte de l'incidence de la crise sur la répartition des revenus ni de son impact indirect sur la fourniture des services publics aux populations pauvres. En outre, à l'heure de la rédaction du présent document, en dépit de l'accalmie apparente de la crise financière dans les pays industrialisés, le chômage continue d'augmenter et la croissance de la production et des échanges continue d'être révisée à la baisse. Les principaux mécanismes de transmission de la crise mondiale pour les PMA intervenant via les effets de l'économie réelle, cela n'est pas de bon augure pour les PMA et les projections ci-dessus sur la pauvreté risquent de s'avérer trop optimistes.⁷

⁶ Les estimations de la pauvreté se basent sur le seuil de pauvreté de 1,08 dollar par jour aux taux de 1993 correspondant à la parité du pouvoir d'achat à partir de la même méthodologie que chez Karshenas (2008). La méthodologie a été conçue pour élaborer des estimations de la pauvreté cohérentes avec les données de la comptabilité nationale pour les PMA pour la Branche des pays les moins développés de la CNUCED à Genève. Je remercie la Branche des PMA de la CNUCED d'avoir permis l'application des données et de la méthodologie à la présente étude.

⁷ Ces estimations devraient être considérées comme hypothétiques et leur marge d'erreur relativement élevée dépendant du degré d'exactitude des projections du FMI relatives à la croissance du PIB. Par exemple, les projections de la Banque mondiale (2010) de la croissance dans les PMA de l'Asie du Sud semblent indiquer une incidence beaucoup plus grande de la crise mondiale, avec pour résultat que la hausse des taux de pauvreté dans les PMA équivalra au double des estimations formulées sur la base des projections du FMI.

BESOINS DE FINANCEMENT ET POLITIQUES VISANT À ATTÉNUER L'IMPACT DE LA CRISE DANS LES PMA

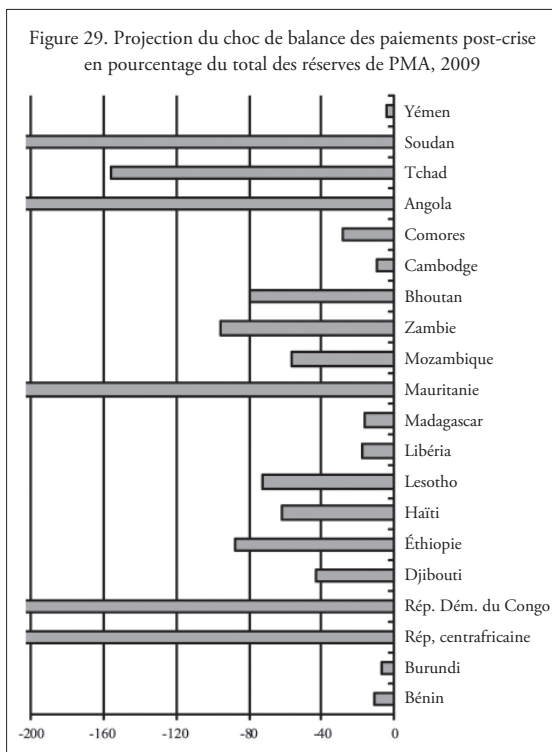
Les estimations de la pauvreté pour 2009 du chapitre précédent s'appuient sur les projections du FMI relatives à la croissance du PIB découlant des chocs externes et de l'ajustement économique susceptibles d'intervenir en conséquence dans les économies des PMA. Compte tenu des niveaux de pauvreté inacceptables résultant des taux de croissance projetés du point de vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à la pauvreté des revenus, et étant donné que les chocs qui s'exercent sur les économies des PMA sont externes et considérés comme provisoires, on peut envisager la question des besoins de financement des PMA en étudiant les implications financières d'autres éventuels ajustements.

3.1 Besoins financiers des PMA

Les projections du FMI relatives à l'ampleur du choc initial de balance des paiements déclenché par la crise mondiale correspondent aux résultats combinés des chocs sur les volumes d'exportation, les termes de l'échange, les envois de fonds et les flux d'IDE. La prise en compte de ce choc initial se conjugue avec d'autres hypothèses concernant l'ajustement économique pour arriver à des projections de base de croissance, des

estimations de l'épuisement de la réserve de change, etc. Nous commençons avec le choc initial de balance des paiements afin de souligner l'ampleur des besoins de financement des PMA dans le cadre d'autres éventuels ajustements.

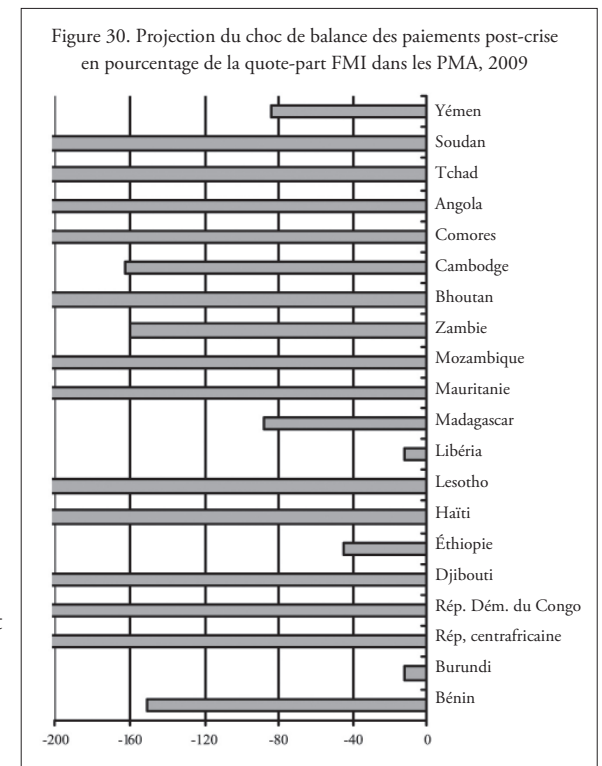
La figure 29 indique l'étendue du choc de balance des paiements pour les PMA en 2009 en pourcentage des réserves totales de change constituées au début de la période. Les économies des PMA exclues de la figure affichent un choc positif de balance des paiements, dont on peut supposer qu'il résulte de la baisse des cours des denrées alimentaires et du carburant. Il ressort que, pour la plupart des PMA subissant un choc négatif, le choc de balance des paiements est très supérieur à 50 % des réserves de change. À ce rythme, les réserves de change seront épuisées rapidement. De fait, l'épuisement rapide des réserves de change peut faire



Source : FMI (2009).

boule de neige car des craintes peuvent susciter une fuite des capitaux et aggraver d'autant le choc initial.

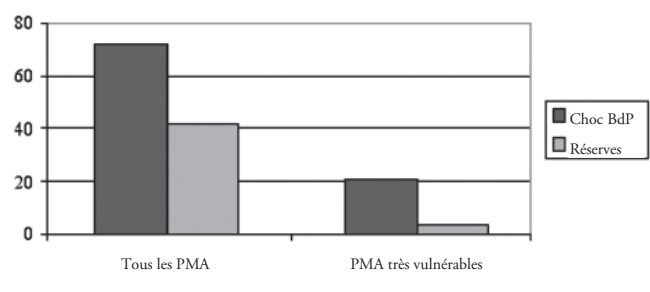
Une autre manière d'examiner l'amplitude relative des chocs de balance des paiements sur les économies des PMA consiste à les comparer avec les quotes-parts des PMA au FMI. La composante à accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes modifiée du FMI prévoit un financement jusqu'à 25 % de la quote-part pour chaque PMA, et sa composante à accès élevé jusqu'à 75 % de sa quote-part. La figure 30 montre les chocs de balance des paiements pour les PMA en pourcentage de la quote-part de chaque pays au FMI. Dans plus de 75 % des PMA, la perte prévue de balance des paiements en 2009 est très supérieure à 100 % de la quote-part du pays. Cela montre non seulement les inadéquations des facilités actuelles à l'intention des pays à faible revenu, mais également la grande amplitude des chocs exogènes combinés frappant aujourd'hui les économies des PMA.



Source : FMI (2009).

Une dose d'ajustement dans les économies des PMA est incontestablement requise. De fait, les chocs externes négatifs aboutiront à de grands ajustements dans l'économie via les divers mécanismes de déflation analysés dans les chapitres précédents. Cela, toutefois, ne sera pas satisfaisant dans la mesure où cette évolution aggravera inévitablement la pauvreté et peut compromettre également les perspectives de croissance de long terme des économies affectées. Des mesures bien conçues et correctement dirigées, conjuguées avec l'aide extérieure voulue, peuvent sensiblement améliorer le processus d'ajustement et ses résultats. Les projections du FMI relative à la croissance économique dans les PMA s'appuient sur un ensemble d'hypothèses relatives à ces mesures, compte étant tenu des engagements d'aide et dons existants. Au regard des difficultés existantes des PMA quant à leurs ressources intérieures, ceux-ci sont peu susceptibles d'améliorer leurs performances à un niveau très supérieur aux projections du FMI sans un surcroît de ressources extérieures – bien entendu dans les limites des marges d'erreur de ce type de projections.

Figure 31. Perte de réserves de change et de revenus due au choc de balance des paiements dans les PMA et les très vulnérables, 2009



Source : FMI (2009).

Le choc combiné de balance des paiements pour les PMA dû à la crise mondiale constitue une perte immédiate de revenus pour ces économies. Une mesure de cette perte pour les PMA dans leur ensemble peut mettre en lumière les aspects des problèmes auxquels ces économies se heurtent à la suite de la crise mondiale et donner une certaine idée du surcroît de déficit en ressources extérieures qui devrait être comblé d'une manière ou d'une autre. La figure 31 montre la valeur des pertes de revenus dues aux chocs externes négatifs en 2009 subies par le groupe des PMA et le sous-groupe des PMA classés par le FMI (2009) comme très vulnérables à la crise mondiale. Le montant des réserves de change pour ces pays est également signalé pour chaque groupe.

La perte totale de revenus pour les PMA est estimée à environ 71,5 milliards de dollars en 2009, montant qu'il faut rapprocher des 28,2 milliards de dollars d'APD nette reçue par les PMA en 2006. Cette somme est supérieure de 30 milliards de dollars (plus de 70 %) aux réserves de change cumulées des PMA qui ont souffert de la crise mondiale. Dans le cas des PMA très vulnérables, la perte de revenus est de 20,7 milliards de dollars, soit quatre fois les réserves de change des pays de ce groupe, niveau pas très éloigné de la totalité de l'APD nette annuelle moyenne acheminée aux PMA durant la période 2000–2005.

Ces estimations équivalent à une chute considérable de revenus par rapport à la taille des économies des PMA suscitée par l'impact initial de la crise. Les pertes correspondantes représentent plus de 30 % du PIB des pays de chaque groupe.

Même s'il était possible de compenser la moitié de ces pertes par le recours aux réserves de change et d'éventuels décaissements en début de période au titre de plusieurs engagements d'aide à venir, les économies des PMA dans leur ensemble se heurteraient toujours à un surcroît de déficit équivalant à 15 % du PIB. Ce surcroît de déficit ne se répartit bien entendu pas également entre les pays. Certains pays sont plus durement touchés que d'autres, par exemple les PMA exportateurs de pétrole et de minerais. De même, le fardeau de tel ou tel pays peut ne pas être nécessairement proportionnel à sa capacité de réponse au choc en question.

Il importe également de se rappeler que les projections existantes sont susceptibles de contenir une grande marge d'erreur, en particulier lorsqu'elles s'appuient sur des prévisions d'éléments très volatiles tels que les cours des produits de base. Néanmoins,

tout cadre macro-économique crédible de réduction de la pauvreté dans les PMA doit à l'évidence permettre l'accès à des fonds de réserve importants en réponse aux multiples chocs négatifs du type de ceux auxquels sont confrontés les PMA aujourd'hui. Les mesures voulues visant à atténuer l'impact de la crise mondiale dans les PMA doivent ainsi avoir une composante aussi bien nationale que mondiale.

3.2 Politiques au niveau national

Le financement peut apparaître comme la principale pierre d'achoppement, mais ce n'est pas l'aspect le plus important de l'élaboration des réponses à l'incidence de la crise mondiale sur les PMA. Il est essentiel que les PMA produisent leurs propres évaluations détaillées de l'incidence de la crise, établissent leurs besoins de financement selon différents imprévus, et formulent leurs réponses spécifiques à l'incidence de la crise dans le cadre macro-économique de leur DSRP.

La crise frappera inévitablement les budgets publics des PMA aussi bien au niveau des recettes que des dépenses. Les recettes chutent précisément au moment où augmentent les besoins de dépenses en protection et services sociaux. Les gouvernements des PMA devraient garantir leurs dotations budgétaires en termes réels à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. Cela peut supposer une hausse importante des dotations budgétaires à ces secteurs au moment du maintien de la couverture de la protection sociale d'un nombre croissant de pauvres.

Les investissements dans les infrastructures, la vulgarisation agricole et les autres activités de renforcement des capacités sont normalement les premiers à pâtir des compressions budgétaires. Il importe néanmoins de maintenir et même d'améliorer ces investissements eu égard au caractère entièrement exogène et temporaire de la crise actuelle. La hausse de l'investissement des gouvernements dans des travaux publics générateurs d'emplois à faible contenu en importations peut contribuer davantage à lutter contre la pauvreté que les mesures directes de protection sociale.

Ainsi, la politique budgétaire contracyclique dans les PMA doit s'appuyer sur des initiatives spécifiques de création d'emploi et d'atténuation de la pauvreté tout en différant grandement des politiques keynésiennes classiques de régulation de la demande qui constituent les principales mesures de relance dans les pays avancés. Étant donné la très faible marge budgétaire dans les PMA, la coopération de la communauté des bailleurs de fonds pour concevoir et financer ces initiatives constitue un élément fondamental des mesures contracycliques prises dans les PMA durant la crise mondiale actuelle.

Même s'ils ont été moins gravement touchés par le resserrement mondial du crédit au début de la crise financière de 2008 que les autres économies en développement et économies de marché émergentes, les PMA doivent surveiller attentivement leur secteur bancaire local dans la mesure où la faiblesse de l'économie réelle peut entraîner des défauts de remboursement et accroître la fragilité du système bancaire à des stades ultérieurs.

Une autre facette de la politique contracyclique des économies de PMA concerne la relance de l'investissement dans le secteur privé par des politiques monétaires et de crédit. L'offre de garanties publiques et le recours aux mécanismes de financement du commerce procurés par les banques multilatérales de développement sont les réponses à apporter à la baisse de l'investissement lorsque celle-ci tient à l'effondrement des exportations résultant de l'assèchement des crédits fournisseurs de court terme ou d'une hausse des coûts de financement du commerce extérieur. L'offre de crédits bonifiés pour l'investissement dans des secteurs spécifiques constitue un autre instrument majeur à mettre à profit pour stimuler l'investissement privé.

3.3 Politiques au niveau mondial et régional

La crise financière mondiale a abouti à des tentatives coordonnées sans précédent mises en place par les gouvernements des grandes économies dans le souci d'atténuer le resserrement du crédit et de stimuler l'économie réelle via des politiques de relance budgétaire et monétaire. Ces politiques seront d'un grand profit pour les PMA pour autant qu'elles parviendront à réduire la durée et l'intensité de la crise mondiale.

Afin d'atténuer l'impact de la crise sur les PMA toutefois, des politiques spécifiques supplémentaires sont également requises d'urgence au niveau mondial. Ces politiques sont particulièrement indispensables pour les économies des PMA dans la mesure où celles-ci manquent de la marge de décision nécessaire visant à répondre aux chocs négatifs provenant de la crise mondiale. La marge de décision extrêmement limitée des PMA signifie que, faute des mesures voulues prises au niveau mondial, la crise mondiale conduira à des augmentations massives de la pauvreté dans les PMA à court terme ainsi qu'au déraillement du processus de croissance dans ces économies en suscitant des réactions importantes qui pèseront sur la croissance économique mondiale à moyen et long terme.

Cela est reconnu par la communauté internationale comme en témoignent les plans d'action formulés par les institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale ainsi que les banques régionales de développement. De même, le Plan mondial de relance et de réforme arrêté par les pays du G-20 à la suite de la réunion de Londres en avril 2009 mentionne les difficultés que traversent les pays à faible revenu. L'accord du G-20 a représenté un programme de 1100 milliards de dollars d'aide, outre les ressources existantes des institutions financières multilatérales, pour restaurer le crédit dans l'économie mondiale. En particulier, les ressources à la disposition du FMI ont triplé pour s'établir à 750 milliards de dollars et les allocations de DTS doivent être augmentées de 250 milliards de dollars. Le plan appuie une hausse supplémentaire de 100 milliards de dollars des prêts consentis par les banques multilatérales de développement.

Le communiqué du G-20 reconnaît l'incidence disproportionnée de la crise sur les catégories vulnérables dans les pays les plus pauvres ainsi que son impact durable possible sur l'économie mondiale. Il réaffirme l'engagement d'atteindre les OMD et la nécessité d'honorer les promesses d'APD, notamment l'allègement de la dette et les engagements

du Sommet de Gleneagles visant à atteindre ces objectifs. Le plan établit que 50 milliards de dollars des ressources supplémentaires totales engagées dans la lutte contre la crise mondiale peuvent être affectés aux pays à faible revenu, et prévoit que 6 autres milliards de dollars sont engagés sur la vente d'or par le FMI pour fournir un financement concessionnel aux pays les plus pauvres sur les deux à trois prochaines années.

Parallèlement à la fourniture de fonds supplémentaires, le FMI a également révisé ses instruments de prêt et ses règles de conditionnalité afin d'améliorer les effets anticycliques de ses prêts durant la crise. Ces changements sont repris dans la Ligne de crédit modulable (LCM) et les accords de précaution assortis de limites d'accès exceptionnelles (HAPAS). Le nouveau cadre de conditionnalité s'appuie sur des critères d'admission préétablis, et les réformes doivent faire l'objet d'un suivi dans le cadre des revues de programmes et non selon les critères de performances structurelles. Le FMI revoit également son cadre de viabilité de la dette afin de l'assouplir.

La hausse substantielle des facilités de crédit accompagnée d'un accès assoupli et plus rapide au crédit sont les éléments essentiels des tentatives coordonnées au niveau international faites en réponse à la récession mondiale. Les nouvelles facilités toutefois sont susceptibles de bénéficier moins aux PMA qu'aux économies plus robustes en développement et aux économies de marché émergentes. Il est peu probable que les PMA puissent satisfaire aux critères d'admission à la nouvelle facilité de la LCM du FMI.

Au nombre des critères d'évaluation de l'admissibilité à une LCM, le FMI énumère : (i) une position extérieure soutenable ; (ii) une position de balance des capitaux à dominante de flux de capitaux privés ; (iii) un historique d'accès régulier d'emprunteur souverain aux marchés financiers internationaux à des conditions favorables, etc. Même le doublement envisagé des allocations de DTS accordées aux PMA entamera à peine les besoins en ressources destinées à répondre aux chocs de balance des paiements infligés par la crise mondiale. Les 6 milliards de dollars d'engagements retenus sur la vente d'or du FMI sont de même dérisoires en regard du déficit de ressources des PMA. L'allocation de 50 milliards de dollars accordée aux pays à faible revenu doit être décaissée à un stade précoce et bénéficier de procédures rapides via les banques multilatérales de développement afin d'avoir un réel impact sur la prévention des dommages de la crise.

Encore au 25 avril 2009, le communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des Gouverneurs du FMI a plaidé pour « l'achèvement rapide de la réforme des facilités du FMI en faveur des pays à faible revenu afin qu'elles soient mieux adaptées aux besoins divers de ces pays, et de l'examen des possibilités d'assouplissement du cadre de viabilité de la dette ». Aussi bien du point de vue du montant des ressources engagées que de la rapidité de la réponse, la communauté internationale n'a pas encore, semble-t-il, donné la priorité aux besoins des PMA.

Le succès de la reprise de la croissance et des échanges dans le monde bénéficiera certes davantage aux PMA que les augmentations marginales des financements de court terme,

mais il ne faut pas négliger le poids dans la demande mondiale des économies des PMA qui totalisent plus de 400 millions d'habitants. L'impact marginal sur la reprise de la demande mondiale de chaque dollar dépensé dans les PMA à faible revenu sera beaucoup plus fort que dans les pays à revenu élevé. Il convient également de mentionner que les besoins en financement des PMA en réponse aux chocs négatifs déclenchés par la crise mondiale peuvent certes paraître importants au regard de la taille des économies des PMA, mais sont relativement petits (de fait minuscules) en comparaison des mesures de relance budgétaire et monétaire introduites par les gouvernements des économies avancées en réponse à la crise financière.

De fait, si tous les pays membres du CAD atteignent les objectifs du Programme d'action de Bruxelles d'aide aux PMA pour seulement un an, les fonds seront plus que suffisants pour couvrir les besoins de financement des PMA suscités par la crise mondiale en 2009.

Selon le CAD de l'OCDE (2009), l'allocation totale d'APD aux PMA durant la période 2006–2007 a représenté 0,09 % du RNB des pays membres du CAD. Afin de mettre les choses en perspective, il convient de signaler que la crise financière devrait porter la dette publique des pays avancés de l'OCDE à plus de 100 % de leur RNB en 2010 (OCDE, 2009). Un doublement du budget d'aide aux PMA en 2009 porterait la dette publique nationale dans les pays donateurs à 100,09 % de leur RNB – soit à peine plus qu'une erreur d'arrondissement mais un montant essentiel pour l'existence des plus de 400 millions d'habitants des PMA.

Durant la crise toutefois, les besoins de financement des PMA dépassent les disponibilités du financement souple de l'aide à la balance des paiements. La crise économique a conduit à une baisse de recettes publiques, ce qui, étant donné les contraintes budgétaires dans les PMA, peut aboutir à une baisse des principales dépenses sociales essentielles faute d'aide budgétaire supplémentaire. L'aide supplémentaire est ainsi nécessaire pour protéger les dépenses sociales existantes essentielles pour la réalisation des OMD.

Dans la mesure où la crise économique elle-même conduira très vraisemblablement à une augmentation des besoins de dépenses de protection sociale, une autre aide supplémentaire est nécessaire juste pour assurer le respect des normes en vigueur. Aussi est-il essentiel pour les pays membres du CAD d'honorer leurs engagements d'APD et de les concrétiser sous la forme d'une aide budgétaire, de préférence via les institutions multilatérales et les banques multilatérales de développement. Si tous les pays membres du CAD de l'OCDE honorent leurs engagements d'APD de 0,15 % du RNB, contractés au titre du Programme d'action de Bruxelles, les fonds ainsi alloués suffiront à garantir les dépenses sociales essentielles dans les PMA et, en outre, à financer les investissements dans les infrastructures et l'agriculture, indispensables pour garantir la stabilisation macroéconomique à court terme et jeter les bases de la croissance à venir.

Parallèlement à un financement supplémentaire, la communauté internationale devrait aider à soutenir les capacités institutionnelles des pays bénéficiaires et à faciliter les processus de planification et de budgétisation publics des PMA et l'appropriation de ces nouvelles initiatives par ceux-ci.

Concernant les modalités de prestation des nouveaux financements aux PMA, les organismes multilatéraux de développement existants sont dans une meilleure situation que les circuits bilatéraux pour apporter des ressources avec la rapidité et la souplesse voulues.

Le Mécanisme d'intervention rapide face à la crise financière et le Programme d'intervention sociale rapide (RSR) de la Banque mondiale, ainsi que la Facilité de liquidité d'urgence de la Banque africaine de développement sont de nouvelles initiatives s'appuyant sur les ressources existantes des deux institutions. La Banque asiatique de développement (BAsD) a également mis en place une aide fondée sur la demande pour ce qu'elle nomme la Nouvelle donne asiatique en réponse à l'incidence de la crise mondiale. Une recapitalisation des organismes multilatéraux de développement est nécessaire pour gérer l'ampleur de la crise existante, étant entendu que les transferts sont effectués sans conditionnalité injustifiée ainsi que dans le respect de l'appropriation des politiques et initiatives par le pays en question. Cela est également essentiel pour la coordination efficace des efforts de gestion de la crise. Comme le soulignent le Rapport du Groupe de travail du G-20 (2009) et la Commission des experts des Nations Unies (2009), il est nécessaire de restructurer l'aide vers l'instauration à plus long terme d'un système plus prévisible, coordonné, transparent et souple.

La protection du commerce constitue un autre domaine qui requiert une action mondiale pour prévenir l'intensité de l'impact de la crise sur les PMA. Les populations pauvres vulnérables dans les PMA souffriront des mesures protectionnistes des autres pays. Les pressions exercées en vue de cette protection via l'introduction de nouvelles normes de produits, de prescriptions d'étiquetage, etc., doivent être évitées. Les aides de sauvetage des industries en difficulté ainsi que les mesures de maintien des revenus agricoles dans les pays plus avancés imposent une concurrence déloyale aux producteurs des PMA qui ne peuvent profiter des mêmes subventions. Les subventions de revenus accordées aux exploitants de coton dans les pays avancés coûtent à certains PMA davantage que l'aide qu'ils reçoivent à des conditions de faveur. Les engagements d'ouverture des marchés des pays avancés aux produits des PMA doivent être honorés.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'impact de la crise économique mondiale varie fortement selon le PMA, en particulier la spécialisation de son commerce extérieur. Il ressort toutefois des projections existantes que le choc global semble considérable et exige des mesures radicales, aussi bien de la part des PMA eux-mêmes que de la communauté internationale des bailleurs de fonds. Ces mesures doivent être guidées par les réalités du terrain dans les PMA ainsi que par la nature des chocs résultant de la crise mondiale. Certaines peuvent être définies à un niveau général et d'autres doivent être élaborées au cas par cas.

Au niveau général, trois caractéristiques majeures des chocs multiples frappant les économies de PMA doivent être signalées. Premièrement, les chocs sont exogènes, entièrement en dehors du contrôle des PMA, et ne sont pas leur fait. Deuxièmement, en dépit des incertitudes sur l'intensité et la durée de la crise mondiale, les chocs doivent être considérés comme provisoires pour ce qui est des économies des PMA. Ces deux caractéristiques exigent que toute mesure corrective prise par les PMA n'affecte pas les stratégies de base du développement ou les traits structurels fondamentaux de ces économies. Si elles sont justifiées, ces réformes doivent être menées en conséquence et non dépendre de la situation du moment bien que la conjoncture actuelle peut souligner certaines des défaillances des arrangements institutionnels et réglementaires en vigueur et préparer le terrain à l'introduction de réformes visant à élargir la marge de manœuvre d'autoprotection des PMA contre ces chocs externes.

La troisième caractéristique des chocs actuels qui frappent les PMA concerne la simple taille de ces chocs en regard des ressources que les PMA doivent mobiliser aussi bien au niveau intérieur que par rapport aux budgets actuels d'APD. En ce qui concerne les ressources d'origine interne, nous avons observé que les PMA pâtissant d'une pauvreté généralisée, même en temps normal, doivent s'appuyer sur des ressources extérieures pour financer leurs services publics et investissements indispensables.

Comme nous l'avons observé dans le présent rapport, durant la période de croissance antérieure à la crise mondiale, les PMA ont fait montre d'un effort considérable dans la mobilisation de ressources nouvellement générées au plan intérieur pour financer leur développement aux dépens de la consommation courante. Ces tendances prometteuses de croissance des ressources intérieures disponibles pour financer les dépenses en faveur du développement (RIDF) peuvent être compromises par des chocs négatifs résultant de la crise mondiale. Il ressort des projections de base actuelles du FMI que l'incidence de la crise sur la croissance économique dans les PMA peut considérablement aggraver la pauvreté dans les PMA et compromettra la réalisation des OMD.

L'impact initial de la crise mondiale est estimé à une perte totale de revenus pour les PMA d'environ 71,5 milliards de dollars en 2009, soit environ 30 % du PIB des PMA touchés, contre les 28,2 milliards de dollars d'APD nette reçue par les PMA en 2006. L'impact varie bien entendu selon les différents PMA, mais l'incidence totale estimée

met en perspective les ordres de grandeur concernés ainsi que le type d'effort requis pour éviter des augmentations de grande ampleur de la pauvreté ainsi que d'éventuels effets négatifs sur les perspectives de croissance de long terme des PMA.

Les financements dont chaque économie de PMA a besoin pour gérer les répercussions négatives de la crise mondiale sont importants relativement à la taille de chaque économie, mais relativement modestes en comparaison des mesures de relances budgétaires et monétaires prises par les gouvernements des économies avancées en réponse à la crise financière. De fait, si tous les pays membres du CAD honorent leurs objectifs d'aide au titre du Programme d'action de Bruxelles pour une année seulement, les fonds ainsi débloqués seront plus que suffisants pour couvrir les besoins de financement des PMA suscités par la crise mondiale en 2009. Les finances extérieures, toutefois, se matérialiseront et seront rentables seulement dans le cadre d'une politique crédible sous-tendant une coopération entre les partenaires de développement. Cela nécessite des mesures prises à l'échelon national des PMA ainsi qu'international.

Au niveau national :

- » Les PMA doivent effectuer des dépenses contracycliques pour limiter les dégâts de la crise mondiale. Plutôt que d'apparaître comme des outils généraux de régulation de la demande à court terme, les mesures de relance dans le contexte des PMA doivent être particulièrement adaptées à leurs contextes pour être optimales.
- » Face à la baisse des recettes publiques, les gouvernements des PMA devraient s'efforcer de maintenir leurs dépenses réelles par utilisateur dans l'éducation, la santé et la protection sociale. La demande accrue de ces services durant la crise provoquera une forte contracyclicité des dépenses publiques.
- » Dans la mesure où la crise tient à des facteurs entièrement externes aux PMA et étant donné son caractère provisoire, il faut également prémunir l'investissement public contre la baisse de recettes. L'investissement prévu pour les années à venir doit être mis en avant comme mesure contracyclique et comme moyen de tirer profit de la population active non employée durant la crise. De nouveaux chantiers publics créateurs d'emplois peuvent parfois contribuer plus efficacement à la réduction de la pauvreté que les programmes de protection sociale dans le contexte des PMA.
- » Dans les PMA dotés des réserves de change voulues et enregistrant une faible inflation, la politique monétaire doit être utilisée pour stimuler l'investissement privé. Tous les PMA, toutefois, devraient être en mesure d'offrir des crédits bonifiés de long terme afin de stimuler l'investissement privé dans les activités de production et, en particulier, dans les petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois.
- » Les systèmes financiers des PMA ont été moins gravement touchés par le resserrement mondial du crédit au début de la crise mondiale en 2008 que les autres pays

en développement. Il est néanmoins important de noter que les banques centrales des PMA surveillent étroitement leur secteur bancaire local au moment où la faiblesse de l'économie réelle peut conduire à des défauts de prêt et à une fragilité accrue du système bancaire à des stades ultérieurs. De stricts contrôles de capitaux au niveau des comptes extérieurs sont également essentiels pour la stabilité monétaire et financière.

- » La marge de décision extrêmement limitée dans la majorité des PMA exige que chacun produise sa propre évaluation détaillée de l'incidence de la crise, établisse ses besoins de financement selon différents imprévus, et formule ses politiques spécifiques de gestion de l'incidence de la crise dans le cadre macro-économique de son DSRP. Ces actions doivent servir de base à la coopération avec la communauté internationale des acteurs du développement et constituer une approche par le bas de l'évaluation des besoins de financement des PMA en réponse à la crise mondiale.

Au niveau international :

- » La crise économique faisant baisser les recettes publiques, les gouvernements des PMA ont besoin d'une augmentation considérable de l'aide financière de la part des donateurs. Les dernières augmentations de facilités de crédit internationales annoncées par le Sommet de Londres du G-20 en avril 2009 sont les bienvenues même si elles n'apportent pas de réponses adaptées aux besoins des PMA.
- » La communauté des donateurs doit s'appliquer à donner suite à la réaffirmation par le sommet du G-20 de Londres des promesses d'APD et des engagements du Sommet de Gleneagles d'aide et d'allègement de la dette. Cela seul suffira à couvrir les besoins en ressources supplémentaires des PMA visant à gérer la crise actuelle et à avancer sur la voie de la réalisation des OMD.
- » Dans le cadre de l'architecture de l'APD actuelle, les circuits de l'aide multi-latérale via les institutions financières internationales et les banques régionales de développement semblent être les mieux équipés pour apporter les réponses rapides et souples voulues à la crise. Un équilibre approprié doit être atteint entre l'aide budgétaire, le crédit au secteur privé, et les autres types d'aide sans imposition a priori de plafonds spéciaux.
- » La coordination, la transparence, la souplesse et la gouvernance démocratique sont des éléments de l'architecture mondiale de l'aide qui ont besoin d'être renforcés, parallèlement à l'introduction de la réforme en cours du système financier international. Cela pourra se faire seulement selon une approche collective des pays bénéficiaires représentés.
- » Les pays avancés devraient s'appliquer rapidement à mettre en œuvre leurs engagements sur l'accès libre de droits et de quotas des PMA aux marchés à l'exportation, et supprimer les subventions à l'exportation et à la production des

produits de base en concurrence avec les exportations des PMA. Il faut éviter les pressions protectionnistes exercées par les producteurs locaux en faveur de l'introduction durant la crise de nouvelles normes de produits, de prescriptions d'étiquetage, etc.

- » Une véritable appropriation des politiques par les PMA importe tout autant pour gérer la crise économique que pour assurer l'impact durable de l'aide sur le développement. L'aide technique voulue doit être apportée aux PMA pour leur permettre d'évaluer l'impact de la crise et leurs besoins de financement, et de participer à l'élaboration des réponses à la crise.

Banque africaine de développement, « Réponse du Groupe de la Banque africaine de développement à l'impact économique de la crise financière ». Groupe de la Banque africaine de développement, Tunis.

Banque mondiale (2009), « Perspectives économiques mondiales 2009 », Mise à jour des prévisions, mars 2009, Banque mondiale, Washington D.C.

Banque mondiale (2009a), « A Call to Action: World Bank Group Response to the Economic Crisis », mars, 2009, Banque mondiale, Washington D.C.

CNUCED (2009), « Évaluer l'impact de la crise économique financière et économique mondiale actuelle sur l'investissement direct étranger », janvier 2009, CNUCED, Genève.

CNUCED (2008), « Rapport sur les pays les moins avancés de la CNUCED 2008 », Genève.

CNUCED (2004), « Rapport sur les pays les moins avancés de la CNUCED 2004 », Genève.

CNUCED (2000), « Rapport sur les pays les moins avancés de la CNUCED 2000 », Genève.

FMI (2009), « L'impact de la crise financière mondiale sur les pays à faible revenu », mars 2009, Fonds monétaire international, Washington D.C.

FMI (2009), « Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale », avril 2008, FMI, Washington D.C. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/01/weodata/index.aspx>.

FMI (2009a), « Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale », Avril 2009, FMI, Washington D.C. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/weodata/index.aspx>.

G-20, Rapport final du Groupe de travail 4 (2009), « La Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement », http://www.G-20.org/Documents/G-20_wg4_010409.pdf.

Karshenas, M. (2008), « Poverty trends in least developed countries », Document de référence n° 4, CNUCED, Genève. http://www.unctad.org/sections/ldc_dir/docs/ldcr2008_Karshenas_en.pdf

OCDE (2009), « Perspectives économiques de l'OCDE », Rapport intermédiaire, mars 2009, OCDE, Paris.

OCDE, CAD (2009), « Rapport sur la coopération pour le développement de 2009 », vol. 10, n° 1, OCDE, Paris.

ONU (2009), Recommandations de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, mars 2009, ONU, New York.

NATIONS UNIES

Immeuble DC – 1, douzième étage,
Entre la 44^{ième} Rue et la 1^{ère} Avenue

New York, NY 10017, USA

Telephone : 1-917-367-6006

Fax : 212-963-0419

ohrlls-unhq@un.org

www.un.org/ohrlls